



**Actualisation du Document de Référence**  
**Déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers**  
**le 25 avril 2008 sous le numéro D.08-0300**

**Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers**  
**Le 29 août 2008**

**HSBC France**

*Société Anonyme au capital de 379 833 330 euros*  
*SIREN 775 670 284 RCS Paris*

Siège social : 103, avenue des Champs-Élysées – 75419 Paris Cedex 08  
Tél. : 01 40 70 70 40 – Téléc : 645 300 F – [www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr)

## Sommaire

---

	<b>Pages</b>
<b>Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008</b>	
1. Rapport de gestion sur le 1 <sup>er</sup> semestre 2008	3
2. Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2008	8
3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2008	45
 <b>Événements récents</b>	 46
 <b>Responsable du document de référence et des compléments d'informations et Responsables du contrôle des comptes</b>	 50
 <b>Table de concordance</b>	 52



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 août 2008, conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il complète le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 avril 2008 sous le numéro D.08-0300. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008

### 1. Rapport de gestion sur le 1<sup>er</sup> semestre 2008

#### Principales évolutions de structures au sein du groupe HSBC France au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008

Le 29 février 2008, HSBC France a reçu une offre ferme en numéraire de 2 100 millions EUR portant sur ses sept Banques Régionales en France de la Banque Fédérale des Banques Populaires. Sur la base de cette offre, HSBC France est entrée en négociations exclusives avec le Groupe Banque Populaire.

Les Banques Régionales de HSBC France sont la Société Marseillaise de Crédit, la Banque de Savoie, la Banque Chaix, la Banque Marze, la Banque Dupuy de Parseval, la Banque Pelletier et le Crédit Commercial du Sud-Ouest.

L'offre ne concernait ni les agences sous marque HSBC concentrées dans les principaux centres urbains avec notamment une bonne couverture de la région parisienne, ni les métiers de Banque de financement, d'investissement et de marchés, de Banque privée, de Banque d'entreprises, de Gestion d'actifs et les activités d'Assurance exercées par HSBC en France.

Au 31 décembre 2007, selon les normes IFRS, les Banques Régionales avaient un actif total cumulé de 8 380 millions EUR et 564 millions EUR de fonds propres. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, les Banques Régionales ont généré un résultat net après impôts de 100 millions EUR. Les Banques Régionales comptent 400 agences (en dehors des neuf agences appartenant à la Société Marseillaise de Crédit mais portant l'enseigne HSBC qui n'étaient pas incluses dans l'offre et qui ont été rachetées par HSBC France le 2 juin 2008) et emploient environ 2 950 personnes. Les Banques Régionales représentent moins de 40 % des clients particuliers de HSBC en France et ont généré en 2007 moins de 20 % du résultat avant impôts de HSBC France. Le prix proposé est égal à 21 fois les bénéfices après impôt 2007 et un multiple de 3,7 fois les fonds propres au 31 décembre 2007.

Ces négociations ont abouti à la cession de ces sept Banques Régionales le 2 juillet 2008 par HSBC France à la Banque Fédérale des Banques Populaires.

#### Résultats financiers du groupe HSBC France (périmètre légal)

Les comptes consolidés du groupe HSBC France (périmètre légal) ont été arrêtés en application des normes IFRS telles que définies dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés figurant dans le présent document d'actualisation.

L'annonce, faite le 29 février 2008, de l'engagement de négociations exclusives de HSBC France avec le Groupe Banque Populaire sur la prochaine cession de sept filiales bancaires régionales, a entraîné un changement de traitement comptable des résultats de ces sociétés dans les comptes consolidés de HSBC France qui a conduit à opérer les reclassements suivants à compter du 1<sup>er</sup> mars :

- l'ensemble de l'actif des Banques Régionales a été reclassé sur la ligne « Actifs de groupe destinés à être cédés » ;
- l'ensemble du passif (hors capitaux propres) des Banques Régionales a été reclassé sur la ligne « Passifs de groupe destinés à être cédés » ;
- le résultat courant avant impôt dégagé à compter du 1<sup>er</sup> mars 2008 a été reclassé sur la ligne « Autres produits d'exploitation ».

1 Cf. « Evénements postérieurs à la clôture » en page 47 du présent document d'actualisation.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

Ceci introduit donc une distorsion dans la comparaison des chiffres, à l'exclusion du résultat courant avant impôt et du résultat net, puisque :

- le produit net bancaire, avant provisions pour risques de crédit, prend en compte deux mois de revenus et quatre mois de résultat courant avant impôt au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2008, à comparer à six mois de revenus au 1<sup>er</sup> semestre 2007 ;
- les autres lignes du compte de résultat, et notamment les charges d'exploitation et le coût du risque, prennent en compte deux mois en intégration globale et aucun autre élément à partir du 1<sup>er</sup> mars 2008, à comparer à six mois en intégration globale en 2007.

Par ailleurs, le 26 mars 2007, HSBC France avait acquis auprès de Swiss Life 50,01% du capital des sociétés d'assurance Erisa IARD et Erisa, aujourd'hui dénommées HSBC Assurances (France) et HSBC Assurances Vie (France), obtenant ainsi le contrôle total de ces structures. Leur transfert, prévu dès la date d'acquisition, à HSBC Bank plc Paris Branch, la succursale de HSBC Bank plc à Paris, a été réalisé le 20 décembre 2007. Aussi, en application des règles IFRS, ces sociétés avaient été classées en « Actifs de groupe destinés à être cédés » et « Passifs de groupe destinés à être cédés » et les résultats afférents présentés dans le « Résultat net d'impôts des activités en cours de cession » pour un montant de 14 millions EUR au 1<sup>er</sup> semestre 2007.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2008, le groupe HSBC France réalise un résultat consolidé courant avant impôt de 450 millions EUR et un résultat net part du Groupe de 388 millions EUR.

Le produit net bancaire, avant provisions pour risques de crédit, à 1 364 millions EUR, est en baisse de 24%. Cette baisse s'explique par plusieurs éléments :

- le traitement comptable appliqué après l'annonce des négociations exclusives avec le Groupe Banque Populaire sur la cession de sept Banques Régionales (cf ci-dessus) ;
- une importante plus-value enregistrée au 1<sup>er</sup> semestre 2007 lors de la cession à HSBC Europe (Netherlands) BV de la participation détenue dans HSBC Private Banking Holdings (Suisse) SA.

Hors ces éléments, le produit net bancaire avant provisions pour risques de crédit serait en très légère baisse de -1% par rapport au 30 juin 2007.

Le coût du risque reste stable avec une dotation nette de 31 millions EUR. L'impact du traitement comptable des Banques Régionales serait une charge supplémentaire de 5 millions EUR.

Les frais généraux s'inscrivent en baisse de 9% à 883 millions EUR, en raison de l'impact du traitement comptable des Banques Régionales en cours de cession. Hors cet élément, ils seraient en très légère hausse de 1% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2007.

Le résultat d'exploitation s'élève à 450 millions EUR au 30 juin 2008 et le coefficient d'exploitation s'établit à 64,8%<sup>1</sup> et à 66,9% hors impact du traitement comptable de la cession des Banques Régionales.

Les fonds propres consolidés s'élèvent à 5,3 milliards EUR. Le ratio global, calculé selon les normes Bâle II, s'établit à 9,2%, en hausse par rapport au ratio Bâle II estimé au 31 décembre 2007 à 8,8%, et est supérieur au niveau minimum réglementaire.

Le bénéfice net social de HSBC France s'élève à 314 millions EUR contre 1 128 millions EUR au 30 juin 2007.

---

<sup>1</sup> Calculé sur la base des comptes établis en normes IFRS selon le format appliqué par le Groupe HSBC, à savoir "Total des charges d'exploitation / total du produit net bancaire avant provisions pour risques de crédit".

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### *Contribution de la France aux résultats financiers du Groupe HSBC<sup>2</sup> (périmètre managérial)*

Les résultats du Groupe HSBC en France ont résisté dans un environnement financier difficile, marqué notamment par la persistance de la raréfaction de la liquidité et son renchérissement consécutif et une baisse des marchés actions (baisse du CAC 40 de -21% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008).

Le Groupe HSBC en France a réalisé au 1<sup>er</sup> semestre 2008 un résultat avant impôts de 522 millions EUR, en recul de 13% par rapport au 30 juin 2007.

Trois éléments spécifiques concourent à cette évolution :

- la réalisation de plus-values sur la cession d'investissements de portefeuille à hauteur de 87 millions EUR, à comparer à 161 millions EUR au 1<sup>er</sup> semestre 2007 (dont 125 millions EUR sur les titres Euronext) ;
- une reprise exceptionnelle de provisions sur passifs sociaux pour un montant de 46 millions EUR au 1<sup>er</sup> semestre 2008 ;
- la contribution des filiales d'assurance aux résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2008, alors qu'elles n'ont été intégrées globalement qu'à compter du 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, à hauteur de 13 millions EUR au résultat avant impôts, et la prise en compte d'éléments non-récurrents pour un montant de 67 millions EUR au 1<sup>er</sup> semestre 2007.

Hors ces éléments spécifiques qui impactent différentes lignes du compte de résultat, le résultat avant impôt aurait progressé de 3%.

A ces éléments, il convient aussi d'ajouter les impacts du traitement comptable de la cession en cours des Banques Régionales décrits ci-dessus, qui n'ont pas d'incidence sur l'évolution du résultat avant impôt, mais modifient l'évolution des différentes composantes du compte de résultat.

Au 30 juin 2008, le produit net bancaire, avant coût du risque, à 1 465 millions EUR, est facialement en repli de 5% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2007 mais en hausse de 6% en neutralisant les différents éléments mentionnés ci-dessus.

Le coût du risque se maintient à un niveau très bas avec une dotation nette aux provisions de 31 millions EUR, malgré une hausse significative par rapport au montant particulièrement bas enregistré au 1<sup>er</sup> semestre 2007 de 15 millions EUR. L'impact du traitement des Banques Régionales est de 5 millions EUR sur le coût du risque.

Les frais généraux à 913 millions EUR sont en baisse de 7% par rapport au premier semestre 2007. En tenant des éléments évoqués ci-dessus, les coûts augmentent de 5%.

Le coefficient d'exploitation publié s'affiche à 62,3% mais en neutralisant les éléments décrits ci-dessus en produits et charges, il s'établirait à 71,8%.

---

<sup>2</sup> Les commentaires portent sur la contribution de la France aux résultats du Groupe HSBC, en normes comptables IFRS:

- Le périmètre managérial comprend désormais, d'une part les activités françaises du Groupe HSBC et d'autre part les résultats opérationnels de HSBC Bank plc Paris Branch, succursale de HSBC Bank plc. A partir du 1<sup>er</sup> avril 2007, les filiales d'assurances acquises par HSBC France puis transférées à HSBC Bank plc Paris Branch, sont consolidées en intégration globale.
- Les résultats des banques régionales en cours de cession sont comptabilisés en intégration globale sur le 1<sup>er</sup> semestre 2007, janvier et février 2008, puis de mars à juin 2008, sur la base du résultat avant impôt dans le PNB.
- Les chiffres financiers sont présentés selon les normes IFRS appliquées par le Groupe HSBC.
- La plus-value de cession de la participation détenue dans HSBC Private Banking Holdings (Suisse) SA, réalisée au 1<sup>er</sup> semestre 2007, est éliminée car il s'agit d'une plus-value intra-groupe.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

Les commentaires ci-après concernant l'activité par ligne de métiers portent également sur le périmètre dit « managérial », c'est-à-dire sur la contribution de la France aux résultats du Groupe HSBC.

### Activité par ligne de métiers

#### *Banque de particuliers*

Lors de l'annonce de la cession de Banques Régionales, HSBC France a rappelé que son développement s'inscrivait dans la stratégie adoptée par le Groupe HSBC dans les pays à économie mature. Cette stratégie est axée sur les activités à connectivité internationale. Dans le domaine de la clientèle particulière, ceci se traduit par une concentration sur les segments de clientèle patrimoniale et internationale avec le lancement de HSBC Premier. Par l'héritage du positionnement historique de l'ex-CCF en matière de clientèle particulière, HSBC France représente, avec 200 000 clients Premier, près de 10% de la clientèle Premier du Groupe HSBC. Le lancement de cette offre HSBC Premier, initié en France en mars 2008, a été l'occasion de nouvelles campagnes de publicité et de marketing intensives qui ont encore accru la visibilité de la marque HSBC en France. Le nombre de nouveaux clients Premier est en hausse de plus de 70% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2007. Avec la spécialisation du réseau d'agences, des espaces Premier ont été créés au sein des agences HSBC et d'ici la fin 2008, les Centres Premiers seront au nombre d'une vingtaine dans les grandes villes françaises (au sein du réseau de 250 Centres Premier du Groupe HSBC dans le monde). Par ailleurs, l'offre de produits et services a été à nouveau enrichie. Le lancement du « Corporate Expatriate Employee Program », avec le site internet « Ready-for-France », est dédié aux cadres en mobilité internationale des groupes internationaux. En réponse au contexte particulièrement incertain des marchés financiers, et notamment boursiers, des fonds garantis ont été lancés : des OPCVM à capital garanti comme « HSBC Monde » et « HSBC Destination 3-6-8 », des produits de gestion patrimoniale avec le fonds « FCPI Objectif Innovation Patrimoine ». En collaboration avec HSBC Assurances, le contrat d'assurance-vie « Taux garanti sur 12 mois glissants » a été un succès. L'importance de toutes ces actions s'est accompagnée d'une nouvelle augmentation des volumes. Les dépôts ont ainsi progressé de 10% et la collecte d'assurance-vie a cru de 4% dans un marché en net repli par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2007 (statistique FFSA fin juin 2008 : -8%). Cependant, la traduction de ces performances commerciales sur les revenus publiés est obérée par les éléments spécifiques énoncés plus haut et notamment le traitement comptable des Banques Régionales en cours de cession.

#### *Banque d'entreprises*

La stratégie du Groupe HSBC se décline sur la Banque d'entreprises par une concentration sur les entreprises de qualité, quelle que soit leur taille, avec une spécialisation de la distribution en fonction de celle-ci. C'est ainsi que 10 Centres d'Affaires Corporate dédiés aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions EUR ont été créés au 1<sup>er</sup> semestre. Ces créations s'inscrivent dans le cadre du plan de développement du réseau HSBC qui prévoit aussi l'ouverture d'ici à fin 2009 de 50 Centres d'Affaires Entreprises pour les PME. Appuyée sur les capacités internationales apportées par le Groupe HSBC, tant par son réseau que par la diversité des produits et services, la Banque d'entreprises a continué à enrichir son offre : extension de « Club Pays » avec le lancement de ce programme au Canada et au Brésil au 1<sup>er</sup> semestre 2008 (après le Royaume-Uni, la Chine et Hong Kong en 2007) ; le lancement de « HSBC Trade Premium », service documentaire sur plate-forme électronique, l'intensification des entrées en relation avec les autres lignes clientèle du groupe HSBC France et du Groupe HSBC. Par ailleurs, HSBC France poursuit son implication, à l'instar du Groupe HSBC, dans le développement durable et a lancé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008 un programme de sensibilisation des dirigeants de PME aux enjeux du développement durable dénommé « Living

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

---

Business » et la création du site internet dédié. La base clientèle de la plate-forme HSBC a continué de s'accroître de plus de 4% au 1<sup>er</sup> semestre 2008 ainsi que les volumes. Les dépôts ont progressé de près de 20% et les crédits de 16%. L'évolution des revenus de la Banque d'entreprises est temporisée par l'impact du traitement comptable des Banques Régionales en cours de cession qui masque la croissance des revenus liée à cette dynamique commerciale et à l'amélioration des marges.

### *Banque de financement, d'investissement et de marchés*

Les activités de Banque de financement, d'investissement et de marchés, dans un contexte difficile, ont bénéficié de l'appartenance au Groupe HSBC et de la confiance des grandes entreprises dans la solidité financière du Groupe. HSBC France a ainsi réalisé de nombreuses opérations qui se sont traduites par une progression dans plusieurs classements, dont notamment le 1<sup>er</sup> rang dans les émissions obligataires (source : Deologic Bondware – Secteur public – 1<sup>er</sup> semestre 2008). HSBC France poursuit la construction de relations clientèle à long terme tout en observant la plus grande prudence dans la gestion des risques. L'amélioration des marges observée en fin d'année 2007 se confirme au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Au sein des activités de Marchés, les activités de taux ont réalisé une forte croissance avec le bénéfice des opportunités créées par la volatilité des marchés et la forte demande clientèle de produits de protection contre l'inflation. Les volumes clientèle sont restés soutenus sur les dérivés actions malgré la baisse des marchés boursiers et ont permis de maintenir un niveau satisfaisant de revenus.

Comme sur les exercices précédents, les synergies intra-groupe continuent de progresser et se traduisent par une croissance significative des revenus générés par les grandes entreprises françaises au sein de l'ensemble du Groupe HSBC.

En **Gestion d'actifs**, la dégradation des marchés financiers impacte l'évolution des encours gérés par un effet prix défavorable sur les produits investis en actions et un attentisme des investisseurs qui diffèrent leurs investissements dans les fonds face à des marchés instables. Au 30 juin 2008, les encours affichent ainsi un repli par rapport au 31 décembre 2007 à 82,2 milliards EUR. Cette baisse des encours se répercute sur l'évolution des revenus. Depuis le début de la crise financière, HSBC France a assuré à ses clients la liquidité de ses fonds à tout moment.

### *Banque privée*

Dans un environnement de marché très défavorable, la Banque privée a réalisé un développement dynamique dans le domaine de la clientèle privée basé sur les synergies avec la Banque de particuliers, la Banque d'entreprises et la Banque de financement et d'investissement en termes de développement de clientèle et avec les activités de Marchés et de Gestion d'actifs pour enrichir une offre de gestion conseillée de produits adaptés aux conditions de marché (produits structurés, couvertures de stock options, multigestion, gestion alternative...). Mais cette dynamique commerciale a été pénalisée par l'évolution des marchés et le recentrage de l'activité de gestion financière sur la clientèle privée. Les encours s'établissent à 10,2 milliards EUR au 30 juin 2008.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 2. Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2008

#### Compte de résultat consolidé au 30 juin 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30 juin 2008</b>	30 juin 2007	31 décembre 2007
Intérêts et produits assimilés		<b>2 041</b>	1 586	3 658
Intérêts et charges assimilées		<b>(2 106)</b>	(1 387)	(3 479)
Marge nette d'intérêt		<b>(65)</b>	199	179
Commissions (produits)		<b>586</b>	625	1 319
Commissions (charges)		<b>(208)</b>	(182)	(355)
Commissions nettes		<b>378</b>	443	964
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction		<b>894</b>	525	1 339
Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur		<b>2</b>	-	(5)
Résultat net de cession des investissements financiers		<b>111</b>	534	538
Dividendes reçus		<b>5</b>	7	12
Autres produits d'exploitation <sup>1</sup>		<b>39</b>	82	62
<b>Produit net bancaire avant provisions pour risques de crédit</b>		<b>1 364</b>	1 790	3 089
Provisions pour risques de crédit	10	<b>(31)</b>	(30)	(52)
<b>Produit net bancaire</b>		<b>1 333</b>	1 760	3 037
Frais de personnel		<b>(535)</b>	(594)	(1 201)
Frais généraux et administratifs		<b>(314)</b>	(339)	(707)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles		<b>(28)</b>	(31)	(64)
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et pertes de valeur sur écarts d'acquisition		<b>(6)</b>	(8)	(15)
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>(883)</b>	(972)	(1 987)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>450</b>	788	1 050
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence		<b>-</b>	-	1
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>450</b>	788	1 051
Impôt sur les bénéfices	6	<b>(62)</b>	(67)	(119)
Résultat net d'impôts des activités cédées		<b>-</b>	14	45
<b>Résultat net</b>		<b>388</b>	735	977
Résultat net part du Groupe		<b>388</b>	733	975
Intérêts minoritaires		<b>-</b>	2	2
<i>(en euros)</i>				
Résultat non dilué par action ordinaire		<b>5,11</b>	9,68	12,88
Résultat dilué par action ordinaire		<b>5,05</b>	9,52	12,71
Dividende par action ordinaire		<b>-</b>	9,58	9,58

1 dont le résultat courant avant impôts des sept banques régionales destinées à être cédées, pour un montant de 29 millions EUR du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin 2008.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### Bilan consolidé au 30 juin 2008

#### ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2008	30 juin 2007	31 décembre 2007
Caisse, banques centrales et CCP		1 356	363	4 014
Comptes d'encaissement		955	2 013	1 369
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat		69 649	52 581	58 114
Instruments dérivés		51 929	34 409	36 556
Prêts et créances sur les établissements de crédit		34 802	22 784	33 083
Prêts et créances sur la clientèle		49 594	49 821	55 196
Investissements financiers		2 773	2 888	4 050
Participations dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint		6	10	6
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles		446	462	450
Immobilisations corporelles		551	730	639
Autres actifs		3 765	2 838	3 638
Actifs d'Impôt différé		4	38	27
Comptes de régularisation		1 724	1 332	1 401
Actifs de groupes destinés à être cédés <sup>1</sup>		6 601	15 038	84
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>224 155</b>	<b>185 307</b>	<b>198 627</b>

#### PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2008	30 juin 2007	31 décembre 2007
<b>Dettes</b>				
Dettes envers les établissements de crédit		53 736	36 485	48 393
Comptes créditeurs de la clientèle		38 483	36 698	44 690
Comptes d'encaissement		846	1 953	1 180
Portefeuille de transaction		41 182	31 645	35 964
Passifs financiers sous option juste valeur		1 830	246	336
Instruments dérivés		50 218	34 453	36 473
Dettes représentées par un titre		20 687	19 872	22 840
Provisions pour retraites		91	175	178
Autres passifs		2 700	1 710	1 550
Impôts courants		24	10	14
Comptes de régularisation		1 877	1 408	1 572
Provisions pour risques et charges:				
– impôts différés		22	-	2
– autres provisions		45	93	78
Dettes subordonnées		259	765	262
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>212 000</b>	<b>165 513</b>	<b>193 532</b>
<b>Fonds propres</b>				
Capital social appelé	12	380	378	380
Primes d'émission	12	1 191	1 170	1 191
Réserves, résultat de la période	12	3 709	3 440	3 493
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES - PART DU GROUPE</b>	12	<b>5 280</b>	4 988	5 064
Intérêts minoritaires	12	30	32	31
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>		<b>5 310</b>	5 020	5 095
Passifs de groupes destinés à être cédés <sup>1</sup>		6 845	14 774	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>224 155</b>	<b>185 307</b>	<b>198 627</b>

1 30 juin 2008 : lié aux sept banques régionales françaises destinées à être cédées (actifs pour un montant de 6 517 millions EUR).  
30 juin 2007 : lié à la cession de l'activité Assurances réalisée le 20 décembre 2007.  
(cf. les états financiers publiés dans l'actualisation du document de référence au 30 juin 2007 et dans le document de référence 2007)

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### État consolidé des résultats réalisés et latents de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2008</b>	30 juin 2007	31 décembre 2007
<b>Titres disponibles à la vente:</b>			
– profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	<b>(67)</b>	88	96
– cessions, pertes de valeur comptabilisées en compte de résultat	<b>(110)</b>	(460)	(482)
<b>Couvertures de flux de trésorerie :</b>			
– profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	<b>(33)</b>	(124)	(61)
– transferts en compte de résultat	<b>(24)</b>	3	(3)
Variations de change	<b>(1)</b>	-	(4)
<b>Autres mouvements :</b>			
– profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	<b>(1)</b>	(1)	2
– gains/pertes actuarielles sur avantages postérieurs à l'emploi	<b>(4)</b>	12	9
– réévaluation Erisa	-	82	-
	<b>(240)</b>	(400)	(443)
Impôt différé net passé en capitaux propres	<b>59</b>	46	34
Résultat net de la période	<b>388</b>	735	977
<b>Total des produits et charges</b>	<b>207</b>	381	568
<b>Total des produits et charges :</b>			
– part du groupe	<b>207</b>	379	566
– intérêts minoritaires	-	2	2
	<b>207</b>	381	568

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30 juin 2008</b>	30 juin 2007	31 décembre 2007
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>				
Résultat avant impôt		<b>450</b>	788	1 051
dont résultat courant avant impôt des banques régionales destinées à être cédées		<b>29</b>	-	-
Résultat net d'impôts des activités cédées		-	14	45
Ajustements:				
– Eléments non monétaires inclus dans le résultat net	7	<b>61</b>	(50)	28
– Variation des actifs d'exploitation	7	<b>(7 481)</b>	(12 472)	(21 798)
– Variation des passifs d'exploitation	7	<b>(454)</b>	18 934	41 898
– Variation des actifs/passifs d'exploitation des activités en cours de cession (y compris flux de trésorerie)		<b>(91)</b>	(264)	
– Ecart de change		<b>50</b>	(20)	(35)
– (Gain)/perte net sur activités d'investissement		<b>(126)</b>	(519)	(585)
– Part des résultats des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		-	-	(1)
– Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		-	-	4
– Impôts (versés) / remboursés		<b>54</b>	(62)	(171)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		<b>(7 537)</b>	6 349	20 436
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>				
Acquisition d'investissements financiers		<b>(277)</b>	(507)	(2 234)
Produits sur cessions d'investissements financiers		<b>2 114</b>	2 094	2 477
Acquisition d'actifs corporels		<b>(38)</b>	(33)	(61)
Produits sur ventes d'actifs incorporels		<b>1</b>	1	7
Acquisition d'actifs incorporels		<b>(12)</b>	(9)	(17)
Acquisitions de filiales et/ou augmentations des parts détenues dans les filiales consolidées		-	(229)	-
Flux nets de trésorerie sur cession de participations consolidées		-	-	-
Acquisition dans des entreprises liées et/ou augmentation des parts détenues dans des entreprises liées		-	-	(229)
Produits sur cessions de participations dans des entreprises liées		-	-	29
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		<b>1 788</b>	1 317	(28)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>				
Emission d'actions ordinaires		-	-	23
Actions propres achetées au titre des plans d'attribution d'actions et d'options de souscription d'actions		-	-	-
Variation des intérêts minoritaires (actions privilégiées)		-	-	-
Prêts/emprunts subordonnés émis		-	-	-
Prêts/emprunts subordonnés remboursés		-	-	(503)
Dividendes versés		<b>(2)</b>	(807)	(1 038)
Dividendes versés aux minoritaires		-	-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		<b>(2)</b>	(807)	(1 518)
<b>Variation nette de la trésorerie</b>		<b>(5 751)</b>	6 859	18 890
Trésorerie en début de période		<b>38 211</b>	19 381	19 381
Effet de change sur la trésorerie		<b>(358)</b>	(10)	(60)
<b>Trésorerie en fin de période</b>		<b>32 102</b>	26 230	38 211

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### Notes annexes aux comptes consolidés

#### 1 Base d'établissement

---

- (a) HSBC France établit ses états financiers consolidés conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne (« EU ») et applicables aux comptes consolidés de HSBC France pour l'exercice clos au 30 juin 2008. Les normes IFRS comprennent les normes comptables émises par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et l'organisme qu'il remplace, ainsi que les interprétations données par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») et son prédécesseur.

Ces états financiers consolidés semestriels condensés sont établis selon la norme IAS 34 « Information Financière Intermédiaire ».

Les états financiers consolidés sont présentés selon la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ».

- (b) Les états financiers consolidés du groupe HSBC France se composent des états financiers de HSBC France, de ses filiales et des entreprises associées.

Les filiales acquises sont consolidées à compter de la date du transfert du contrôle à HSBC France jusqu'à la date à laquelle ce contrôle prend fin.

Les acquisitions de filiales par HSBC France sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur à la date de prise de contrôle, en tenant compte des coûts qui lui sont directement attribuables. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. L'écart entre le coût de l'acquisition et la juste valeur de la part des actifs nets identifiables revenant à HSBC France est comptabilisé en écart d'acquisition s'il est positif et inscrit immédiatement au compte de résultat s'il est négatif.

Toutes les opérations internes au groupe HSBC France sont éliminées lors de la consolidation.

Les états financiers consolidés intègrent la quote-part due à HSBC France des résultats et réserves des entreprises mises en équivalence et sous contrôle conjoint, établie à partir d'états financiers datant de moins de trois mois au 30 juin.

- (c) La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures. Outre les informations disponibles, l'établissement d'estimations comporte nécessairement une certaine part d'appréciation. À cet égard, la Direction estime que parmi les principes comptables impliquant nécessairement un élément d'appréciation, les plus importants concernent les provisions pour créances douteuses, les dépréciations des écarts d'acquisition et l'évaluation des instruments financiers.

De l'avis de la Direction, tous les ajustements normaux et récurrents nécessaires à une présentation fidèle du résultat net, de la situation financière et des flux de trésorerie de HSBC France au titre des exercices présentés ont été réalisés.

#### 2 Principes comptables

---

Les principes comptables appliqués par HSBC France pour l'établissement de son rapport semestriel sont ceux décrits dans les états financiers du document de référence 2007.

#### 3 Dividendes

---

Le Conseil d'Administration du 29 juillet 2008 n'a pas proposé de distribution d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2008.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 4 Bénéfice et dividende par action

(en euros)	30 juin 2008	30 juin 2007	31 décembre 2007
Bénéfice par action	5,11	9,68	12,88
Bénéfice par action après dilution	5,05	9,52	12,71
Dividende par action	-	9,58	9,58

Le bénéfice par action est calculé en divisant le résultat de 388 millions EUR par le nombre d'actions ordinaires en circulation, à l'exclusion des actions détenues par la Société, soit 75 963 895 actions (au premier semestre 2007, le bénéfice était de 733 millions EUR et le nombre d'actions retenu était de 75 683 045 ; au 31 décembre 2007, le bénéfice était de 975 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 75 698 434).

Le bénéfice par action après dilution est calculé en divisant le résultat, sans ajustement au titre de l'effet dilutif des actions ordinaires potentielles (y compris des options de souscription d'actions en circulation non encore exercées), par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à l'exclusion des actions détenues par la Société, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises en cas de conversion de la totalité des actions ordinaires potentielles à effet dilutif, soit 76 970 926 actions (76 970 926 actions au premier semestre 2007 et 76 705 465 actions au 31 décembre 2007).

### 5 Passifs sociaux

HSBC France a signé en juin 2008 avec Apicil une convention de rachat des abattements ARRCO / AGIRC. Par ailleurs, HSBC France a modifié le régime de prise en charge des frais médicaux : HSBC France ne finance désormais plus le régime des retraités et a instauré un régime obligatoire de garanties collectives pour les salariés. Ces décisions se sont traduites par des reprises de provisions devenues disponibles représentant un montant total de 46 millions EUR au 30 juin 2008.

### 6 Impôts sur les bénéfices

(en millions d'euros)	30 juin 2008	30 juin 2007	31 décembre 2007
Impôts courants	10	56	103
Impôts différés	52	11	16
<b>Total de la charge d'impôt</b>	<b>62</b>	<b>67</b>	<b>119</b>
Taux effectif de l'impôt (en pourcentage)	13,8	8,5	11,3

#### Analyse de la charge globale d'impôt

(en millions d'euros)	30 juin 2008		30 juin 2007		31 décembre 2007	
	<i>Charge d'impôt globale</i>	%	<i>Charge d'impôt globale</i>	%	<i>Charge d'impôt globale</i>	%
Impôt à taux normal	155	34,43	271	34,43	362	34,43
Impact des différences de taux d'imposition sur les bénéfices des principales implantations à l'étranger	(1)	(0,2)	-	-	(1)	(0,1)
Opérations imposées à taux réduit en France	(24)	(3,8)	(150)	(19)	(156)	(14,8)
Autres éléments incluant le résultat d'intégration fiscale	(68)	(16,7)	(54)	(6,9)	(86)	(8,2)
<b>Charge d'impôt globale</b>	<b>62</b>	<b>13,8</b>	<b>67</b>	<b>8,5</b>	<b>119</b>	<b>11,3</b>

HSBC France et ses filiales consolidées en France ont été assujettis aux taux d'impôt des sociétés françaises en 2008 de 34,43 % pour le court terme (CT) et de 1,72 %<sup>1</sup> pour le long terme (LT) (en 2007 : 34,43 % pour le CT et 1,72 % pour le LT). Les taux utilisés pour le calcul des impôts différés sont ceux de 2008.

1 A l'exception des titres de sociétés immobilières et des titres au prix d'achat global supérieur à 22,8 millions EUR mais représentant moins de 5 % du capital et des titres de FCPR et SCR.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 7 Rapprochement entre le résultat avant impôt et les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles

#### Eléments non monétaires inclus dans le compte de résultat

(en millions d'euros)	<b>30 juin 2008</b>	30 juin 2007	31 décembre 2007
Amortissements	<b>33</b>	38	79
Paiements à base d'actions	<b>9</b>	10	11
Réévaluation des immeubles de placement	-	(7)	(7)
Dépréciation de créances	<b>31</b>	16	52
Passages en pertes nets de récupérations de créances	<b>(28)</b>	(40)	(82)
Provisions pour risques et charges	-	(34)	(26)
Provisions utilisées	-	(18)	(26)
Dépréciation d'investissements financiers	<b>15</b>	(15)	26
Amortissements des surcotes / décotes	<b>1</b>	-	1
	<b>61</b>	(50)	28

#### Variation des actifs d'exploitation

(en millions d'euros)	<b>30 juin 2008</b>	30 juin 2007	31 décembre 2007
Comptes de régularisation	<b>(322)</b>	(167)	(237)
Variation nette des titres de transaction et des instruments dérivés	<b>(7 556)</b>	(9 980)	(11 270)
Variation des créances envers les établissements de crédit	<b>(5 207)</b>	5 801	3 870
Variation des créances envers la clientèle	<b>5 822</b>	(7 775)	(13 144)
Variation des actifs financiers sous option juste valeur	<b>(5)</b>	-	-
Variation des autres actifs	<b>(213)</b>	(351)	(1 017)
	<b>(7 481)</b>	(12 472)	(21 798)

#### Variation des passifs d'exploitation

(en millions d'euros)	<b>30 juin 2008</b>	30 juin 2007	31 décembre 2007
Comptes de régularisation	<b>305</b>	135	298
Variation des dettes envers les établissements de crédit	<b>5 343</b>	12 555	24 463
Variation des dettes envers la clientèle	<b>(6 207)</b>	3 292	11 284
Variation des dettes représentées par un titre	<b>(2 153)</b>	2 809	5 777
Variation des passifs financiers sous option juste valeur	<b>1 496</b>	(27)	63
Variation des autres éléments de passif	<b>762</b>	170	13
	<b>(454)</b>	18 934	41 898

#### Ventilation de la trésorerie et équivalents trésorerie

(en millions d'euros)	<b>30 juin 2008</b>	30 juin 2007	31 décembre 2007
Caisse et banques centrales	<b>1 356</b>	364	4 014
Valeurs à l'encaissement (actif)	<b>955</b>	2 013	1 369
Créances envers les établissements de crédit à un mois ou moins	<b>29 591</b>	24 712	33 079
Effets publics, certificats de dépôt à moins de trois mois	<b>1 046</b>	1 094	929
Déduction : comptes d'encaissement (passif)	<b>(846)</b>	(1 953)	(1 180)
	<b>32 102</b>	26 230	38 211

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 8 Juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des éléments à partir desquels les actifs et passifs financiers sont valorisés à leur juste valeur dans les états financiers consolidés :

(en millions d'euros)	Techniques d'évaluation :			Total contre- parties	Montants avec des entités du Groupe HSBC	Total
	Cotation de marché	Utilisation de données de marché observables	Utilisation de données de marché non- observables			
<b>Au 30 juin 2008</b>						
<b>Actifs</b>						
Portefeuille de transaction	55 644	11 057	8	66 709	2 935	69 644
Actifs financiers sous option juste valeur	-	5	-	5	-	5
Instruments dérivés	2 405	32 573	163	35 141	16 788	51 929
Investissements financiers	1 027	1 570	49	2 646	127	2 773
<b>Passifs</b>						
Portefeuille de transaction	30 230	6 990	-	37 220	3 962	41 182
Passifs financiers sous option juste valeur	-	1 830	-	1 830	-	1 830
Instruments dérivés	2 868	30 628	124	33 620	16 598	50 218
<b>Au 31 décembre 2007</b>						
<b>Actifs</b>						
Portefeuille de transaction	53 886	757	-	54 643	3 471	58 114
Actifs financiers sous option juste valeur	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	2 614	21 928	742	25 284	11 272	36 556
Investissements financiers	1 894	1 977	169	4 040	10	4 050
<b>Passifs</b>						
Portefeuille de transaction	31 097	1 904	-	33 001	2 963	35 964
Passifs financiers sous option juste valeur	-	336	-	336	-	336
Instruments dérivés	2 537	20 731	798	24 066	12 407	36 473

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur au bilan. La valeur comptable de tous les autres instruments financiers est égale à leur juste valeur :

(en millions d'euros)	30 juin 2008		31 décembre 2007	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actif</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	34 802	34 802	33 083	33 110
Prêts et créances sur la clientèle	49 594	49 048	55 196	54 718
<b>Passif</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	53 736	53 736	48 393	48 406
Comptes créditeurs de la clientèle	38 483	38 477	44 690	44 692
Dettes représentées par un titre	20 687	20 687	22 840	22 840
Dettes subordonnées	259	259	262	266

**Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008** (suite)

---

**9 Ventilation des actifs et passifs financiers par maturité**

---

Le tableau suivant présente une analyse des flux futurs non actualisés des dettes financières comptabilisées au bilan par date d'échéances contractuelles.

Les passifs du portefeuille de transaction ont été inclus dans la rubrique "A vue" et non suivant leur date contractuelle de maturité car ces passifs sont détenus pour des durées très courtes. Les flux futurs non actualisés des dérivés de couverture ont été classés selon leur date contractuelle de maturité.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 9 Ventilation des actifs et passifs financiers par maturité (suite)

	Au 30 juin 2008					
	<i>Avue</i>	<i>A moins de 3 mois</i>	<i>Entre 3 et 12 mois</i>	<i>Entre 1 et 5 ans</i>	<i>A plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>
Dettes envers les établissements de crédit	8 156	45 681	2 977	1 938	1 306	60 058
Comptes créditeurs de la clientèle	18 124	19 789	8 635	250	265	47 063
Portefeuille de transaction	41 182	-	-	-	-	41 182
Passifs financiers sous option juste valeur	-	-	-	1 625	277	1 902
Instruments dérivés	49 778	45	95	287	13	50 218
Dettes représentées par un titre	(1)	11 971	3 673	4 756	1 992	22 392
Dettes subordonnées	104	-	3	2	171	280
Autres passifs financiers	1 328	282	782	364	234	2 990
Engagements de financement	81	6 629	3 242	10 380	3 037	23 369
<b>Total au 30 juin 2008</b>	<b>118 752</b>	<b>84 397</b>	<b>19 407</b>	<b>19 602</b>	<b>7 295</b>	<b>249 454</b>

	Au 31 décembre 2007					
	<i>Avue</i>	<i>A moins de 3 mois</i>	<i>Entre 3 et 12 mois</i>	<i>Entre 1 et 5 ans</i>	<i>A plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>
Dettes envers les établissements de crédit	1 346	46 393	5 546	530	1 121	54 936
Comptes créditeurs de la clientèle	20 078	28 154	3 915	306	864	53 317
Portefeuille de transaction	35 964	-	-	-	-	35 964
Passifs financiers sous option juste valeur	-	-	-	125	289	414
Instruments dérivés	36 054	46	37	324	12	36 473
Dettes représentées par un titre	-	14 246	1 097	6 607	1 992	24 542
Dettes subordonnées	-	-	64	32	187	283
Autres passifs financiers	1 696	1 448	546	242	225	4 157
Engagements de financement	180	1 956	1 788	10 821	3 780	18 525
<b>Total au 31 décembre 2007</b>	<b>95 318</b>	<b>92 243</b>	<b>13 593</b>	<b>18 987</b>	<b>8 470</b>	<b>228 611</b>



## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 9 Ventilation des actifs et passifs financiers par maturité (suite)

(en millions d'euros)	31 décembre 2007		
	<i>A moins d'un an</i>	<i>A plus d'un an</i>	<i>Total</i>
<b>Actif</b>			
Actifs financiers sous option juste valeur	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	31 367	1 716	33 083
Prêts et créances sur la clientèle	32 461	22 735	55 196
Investissements financiers	543	3 507	4 050
Autres actifs financiers	3 585	274	3 859
	<u>67 956</u>	<u>28 232</u>	<u>96 188</u>
<b>Passif</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	47 577	816	48 393
Comptes créditeurs de la clientèle	43 293	1 397	44 690
Passifs financiers sous option juste valeur	-	336	336
Dettes représentées par un titre	15 746	7 094	22 840
Autres passifs financiers	1 482	475	1 957
Dettes subordonnées	-	262	262
	<u>108 098</u>	<u>10 380</u>	<u>118 478</u>

### 10 Gestion des risques

Toutes les activités du groupe HSBC France impliquent l'analyse, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de différents types de risques.

Les risques les plus importants liés aux instruments financiers sont le risque de crédit (qui recouvre les risques pays et les risques frontaliers), le risque de liquidité et les risques de marché. La gestion de ces risques est présentée ci-après. Les risques de marché recouvrent les risques de change, de taux d'intérêt et de bourse. De plus, certains risques sont liés à la mise en place de transactions avec des entités ad hoc ou d'engagements hors bilan liés à la mise en place d'arrangements incluant des garanties financières, des lettres de crédits et des engagements de financement donnés.

#### Gestion des risques de crédit

##### Activité déployée et risques identifiés

La maîtrise des risques de crédit au sein du groupe HSBC France est organisée d'une part autour d'un comité, l'ALCO crédit, et d'autre part autour de la Direction des Risques de Crédit (DRC). Celle-ci, indépendante des lignes métiers, rapporte hiérarchiquement au Directeur Général Délégué en charge du contrôle des Risques et fonctionnellement à la Direction du Groupe HSBC à Londres.

Le risque de crédit correspond au risque d'une perte financière occasionnée par le manquement d'un client ou d'une contrepartie à ses obligations en vertu d'un contrat. Ce risque concerne principalement les activités de prêts, de crédits commerciaux, de trésorerie et de crédit-bail. Le Groupe HSBC s'est doté de normes, de politiques et de procédures de contrôle dédiées au suivi et à la gestion des risques liés à ces activités.

HSBC Holdings plc est responsable de la mise en place des principes de gestion des risques de crédit et assure le suivi et la gestion centralisée de haut niveau des risques de crédit pour ses filiales, partout dans le monde. Chaque entité est en outre chargée :

- du contrôle des expositions sur les entités étrangères, les banques et les autres établissements financiers. Les limites de risque de crédit et de règlement concernant les contreparties issues de ces secteurs sont approuvées et gérées par la fonction Risques de crédit du groupe (*Group Credit Risk*) afin d'optimiser l'utilisation des ressources de crédit et d'éviter une concentration excessive des risques ;

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

- du suivi des expositions intra-groupe afin de garantir le respect des limites réglementaires ;
- de la maîtrise du risque pays, grâce à l'imposition de limites par pays et de plafonds spécifiques par échéance et type d'activités. Les limites par pays sont définies en fonction de facteurs économiques et politiques et de la connaissance des entreprises locales. Les transactions avec les pays considérés à haut risque sont étudiées au cas par cas.

### Exposition maximale au risque de crédit

Exposition maximale au risque de crédit hors garanties reçues et autres facteurs d'amélioration du risque de crédit

Le tableau suivant reprend les plafonds d'exposition au risque de crédit pour les instruments financiers de bilan et hors bilan, avant prise en compte de toutes garanties reçues ou autres facteurs d'amélioration du risque de crédit à moins que les dits facteurs d'amélioration ne remplissent les conditions de prise en compte définies à la Note 2 m des états financiers du document de référence 2007.

(en millions d'euros)	<i>Plafond d'exposition au 30 juin 2008</i>	<i>Plafond d'exposition au 30 juin 2007</i>	<i>Plafond d'exposition au 31 décembre 2007</i>
<b>Comptes d'encaissements</b>	<b>955</b>	2 013	1 369
<b>Actifs de transaction</b>	<b>65 089</b>	46 876	45 025
- bons du Trésor et assimilés	<b>38 875</b>	29 546	30 445
- obligations et autres titres à revenu fixe	<b>8 866</b>	5 803	6 456
- prêts et créances	<b>17 348</b>	11 527	8 124
<b>Produits dérivés</b>	<b>51 929</b>	34 409	36 556
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>34 802</b>	22 784	33 083
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>49 594</b>	49 821	55 196
<b>Investissements financiers</b>	<b>1 979</b>	1 542	2 264
- bons du Trésor et assimilés	<b>629</b>	1 301	952
- obligations et autres titres à revenu fixe	<b>1 350</b>	241	1 312
<b>Autres actifs</b>	<b>3 647</b>	2 868	3 629
<b>Hors-bilan</b>			
- garanties financières et autres garanties liées aux crédits	<b>7 633</b>	6 432	6 873
- engagements de prêts et autres engagements liés aux crédits	<b>23 370</b>	18 085	20 326
<b>Total</b>	<b>238 997</b>	184 830	204 321

### Garanties reçues et autres facteurs d'amélioration du risque de crédit

#### Prêts et créances

Les entités du groupe sont tenues de mettre en œuvre les principes directeurs concernant l'acceptation de catégories spécifiques de garanties reçues ou d'autres instruments de réduction du risque de crédit et de définir des paramètres d'évaluation. Ces paramètres doivent être conservateurs ; ils doivent être réexaminés régulièrement et ils doivent s'appuyer sur des observations empiriques. Les structures des garanties et les arrangements juridiques sont soumis à des examens périodiques pour déterminer s'ils continuent de remplir l'objectif visé et demeurent conformes aux pratiques du marché local.

Les garanties reçues sont un facteur important de réduction du risque de crédit. Néanmoins, le groupe a pour politique de s'assurer que les clients ont les moyens de rembourser leurs prêts plutôt que de s'appuyer sur les garanties. Dans certains cas, les prêts peuvent être émis sans garantie, en fonction du statut du client et du type de produit.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

Les principales garanties reçues sont les suivantes :

- les hypothèques sur les résidences, s’agissant de prêts aux particuliers ;
- les gages sur les biens financés, s’agissant de prêts au secteur commercial et industriel ;
- les gages sur les biens financés, s’agissant de financements du secteur de promotion immobilière ;
- les nantisements sur les instruments financiers tels que les obligations ou les actions qui serviront aux transactions, s’agissant de transactions financières ;
- les dérivés de crédit sont également utilisés pour gérer le risque de crédit du portefeuille de prêts du groupe.

L’information sur la juste valeur des collatéraux détenus comme garantie sur les prêts et avances en impayés mais non dépréciés ou sur les créances dépréciées n’est pas publiée car non disponible.

### Garanties

Les autres sûretés garantissant des actifs financiers autres que des prêts et créances dépendent de la structure de l’instrument. En règle générale, les dettes représentées par un titre et les bons du Trésor et assimilés ne sont pas garantis, à l’exception des titres adossés à des actifs (ABS “Asset Backed Securities”), qui sont garantis par des portefeuilles d’actifs financiers.

Le groupe privilégie les accords cadre ISDA pour la documentation juridique de l’activité dérivés. Il fournit un cadre contractuel au sein duquel il est possible de négocier de gré à gré un éventail complet de produits tout en contraignant chacune des parties à l’application des mécanismes de résiliation et de compensation conventionnelle (close-out netting) pour toutes les transactions en cours couvertes par un contrat en cas de défaillance de l’une des parties ou lors de la survenance d’un autre cas convenu de résiliation. Le groupe privilégie en outre la pratique courante qui consiste à signer une annexe CSA (Credit Support Annex) au contrat cadre ISDA. L’annexe CSA permet d’instituer une garantie mutuelle visant à circonscrire le risque de contrepartie lié au marché inhérent aux positions non dénouées.

Un risque de règlement existe chaque fois qu’un versement en espèces, titres ou actions est réalisé face à une réception en attente d’un montant correspondant en espèces, titres ou actions. Des plafonds de règlement journaliers sont mis en place pour chaque contrepartie afin de couvrir dans sa globalité le risque de règlement journalier lié aux opérations de banque d’investissement du groupe et à ses opérations de marché. Des mécanismes de garantie de paiement ou de livraison contre paiement permettent de limiter considérablement le risque de règlement lié à des transactions multiples, en particulier sur des titres et des actions.

Le groupe fournit en France, principalement, un éventail diversifié de services financiers. Son portefeuille d’instruments financiers à l’origine du risque de crédit est fortement diversifié et aucune exposition à un secteur donné ou à un groupement économique donné ne représente plus de 10 % de l’actif total consolidé en dehors de ce qui suit :

- la majorité de l’exposition du groupe au risque de crédit est concentrée en France. En France, le risque de crédit du groupe est dispersé sur un large éventail de secteurs d’activité et de groupements économiques ; et
- la situation du groupe en tant que membre d’un des principaux groupes bancaires internationaux implique une concentration significative de son exposition aux établissements de crédit. La majeure partie du risque de crédit issu du secteur bancaire était concentrée en Europe.

Aucune exigence de garantie particulière ne s’applique aux concentrations sectorielles, à l’exception de l’exposition au secteur immobilier. Des sûretés sur les biens sous-jacents couvrent la majeure partie de l’exposition aux secteurs de l’immobilier et du bâtiment, et au marché des prêts immobiliers.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### Qualité du crédit

#### Prêts et créances

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2008		Au 30 juin 2007		Au 31 décembre 2007	
	<i>Créances sur la clientèle</i>	<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	<i>Créances sur la clientèle</i>	<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	<i>Créances sur la clientèle</i>	<i>Créances sur les établissements de crédit</i>
<b>Créances brutes :</b>						
- saines	49 192	34 802	49 397	22 784	54 666	33 083
- douteuses	920	–	1 169	–	1 268	–
	<b>50 112</b>	<b>34 802</b>	<b>50 556</b>	<b>22 784</b>	<b>55 934</b>	<b>33 083</b>

#### Ventilation par notation des créances non douteuses

La qualité de crédit du portefeuille de créances peut être mesurée par référence au système de notation des risques du groupe qui affecte des notations de risque aux expositions non douteuses sur la base d'une estimation "composite" de la probabilité de défaillance et des facteurs de réduction du risque. Les informations qui suivent se fondent sur ce système :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2008		Au 30 juin 2007		Au 31 décembre 2007	
	<i>Créances sur la clientèle</i>	<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	<i>Créances sur la clientèle</i>	<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	<i>Créances sur la clientèle</i>	<i>Créances sur les établissements de crédit</i>
1 - 3 risque satisfaisant	48 672	34 802	48 010	22 740	54 041	33 083
4 - sous surveillance	153	–	} 1 387	} 44	254	–
5 - préoccupants	367	–			371	–
<b>Total</b>	<b>49 192</b>	<b>34 802</b>	<b>49 397</b>	<b>22 784</b>	<b>54 666</b>	<b>33 083</b>

Le groupe ne détaille ni les montants des prêts et créances impayés mais non douteux ni la balance âgée des impayés des prêts et créances non douteux.

Les notations 1 et 2 correspondent à des prêts aux contreparties dont la situation financière, les facteurs de risque et la capacité de remboursement sont bons ou excellents, à des prêts hypothécaires pour financer l'achat de résidences dont la valeur couvre largement ou très largement le financement et à d'autres comptes de particuliers qui ne sont pas douteux et sont conformes aux limites fixées pour le produit.

La notation 3 correspond à un risque acceptable et recouvre les prêts aux contreparties qui nécessitent un suivi plus strict, les prêts hypothécaires dont le montant représente une portion plus importante de la valeur du bien que dans le cas des notations 1 et 2.

Les notations 4 et 5 correspondent à des prêts aux contreparties qui nécessitent, à des degrés divers, des contrôles renforcés et à toutes les créances sur les particuliers impayées de 30 à 90 jours.

Les notations 6 et 7 correspondent aux créances douteuses et recouvrent tous les comptes de particuliers comportant des impayés depuis plus de 90 jours et 180 jours pour l'immobilier.

Les créances qui font l'objet d'évaluations individuelles sont identifiées de façon individuelle et notées 6 ou 7 lorsqu'elles sont douteuses.

Ce système historique de notation des risques à sept notes a vocation à disparaître et être remplacé par une méthodologie plus sophistiquée et granulaire fondée sur la probabilité de défaillance et les estimations de perte calculées conformément au cadre de Bâle II.

Celle-ci est désormais utilisée partout dans le Groupe pour l'évaluation des crédits des clients individuellement significatifs. Au sein des portefeuilles de particuliers du Groupe, le risque est mesuré et géré à partir d'une grande

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

diversité de modèles de risque et d'évaluation. La qualité des actifs de particuliers est encore estimée par référence à l'ancienne échelle de notation des risques décrite plus haut, mais elle se basera à l'avenir sur la probabilité de défaillance et sur les paramètres d'estimation des pertes appliqués aux segments homogènes des portefeuilles de particuliers. La ventilation par notation calculée conformément à Bâle II sera publiée au 31 décembre 2008.

### Autres titres

#### Obligations et effets publics

Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des portefeuilles d'obligations et effets publics par notation d'agence, sur la base de la matrice de notation de Standard and Poor's (S&P) ou de matrices équivalentes :

		Au 30 juin 2008		
		<i>Dettes représentées</i>		
		<i>Bons du Trésor</i>	<i>par un titre/obligation</i>	<i>Total</i>
(en millions d'euros)				
AAA		27 093	3 200	30 293
AA - à AA +		11 429	932	12 361
A - à A +		922	1 302	2 224
Inférieur à A -		-	350	350
Non notés		60	4 437	4 497
<b>Total</b>		<b>39 504</b>	<b>10 221</b>	<b>49 725</b>
Dont émis par :				
- Etats		39 504	-	39 504
- entreprises		-	8 963	8 963
- autres		-	1 258	1 258
<b>Total</b>		<b>39 504</b>	<b>10 221</b>	<b>49 725</b>
Dont :				
- titres de placement disponibles à la vente		629	1 350	1 979
- titres de négociation transaction		38 875	8 866	47 741
- actifs financiers sous option juste valeur		-	5	5
<b>Total</b>		<b>39 504</b>	<b>10 221</b>	<b>49 725</b>
		Au 30 juin 2007		
		<i>Dettes représentées</i>		
		<i>Bons du Trésor</i>	<i>par un titre/obligation</i>	<i>Total</i>
(en millions d'euros)				
AAA		21 376	1 266	22 642
AA - à AA +		8 591	756	9 347
A - à A +		839	1 196	2 035
Inférieur à A -		-	299	299
Non notés		41	2 527	2 568
<b>Total</b>		<b>30 847</b>	<b>6 044</b>	<b>36 891</b>
Dont émis par :				
- Etats		30 847	-	30 847
- entreprises		-	5 665	5 665
- autres		-	379	379
<b>Total</b>		<b>30 847</b>	<b>6 044</b>	<b>36 891</b>
Dont :				
- titres de placement disponibles à la vente		1 301	241	1 542
- titres de négociation transaction		29 546	5 803	35 349
<b>Total</b>		<b>30 847</b>	<b>6 044</b>	<b>36 891</b>

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2007		
	Bons du Trésor	Dettes représentées par un titre/obligation	Total
AAA	20 429	1 483	21 912
AA - à AA +	9 676	823	10 499
A - à A +	1 223	870	2 093
Inférieur à A -	-	31	31
Non notés	69	4 561	4 630
<b>Total</b>	<b>31 397</b>	<b>7 768</b>	<b>39 165</b>
Dont émis par :			
- Etats	31 397	-	31 397
- entreprises	-	7 130	7 130
- autres	-	638	638
<b>Total</b>	<b>31 397</b>	<b>7 768</b>	<b>39 165</b>
Dont :			
- titres de placement disponibles à la vente	952	1 312	2 264
- titres de négociation transaction	30 445	6 456	36 901
<b>Total</b>	<b>31 397</b>	<b>7 768</b>	<b>39 165</b>

### Compensation des produits dérivés

Compte tenu des règles de compensation imposées par l'IAS 32 sur les actifs et passifs financiers du groupe, la juste valeur des dérivés n'a pas été compensée à hauteur de 40 milliards EUR au 30 juin 2008 (au 31 décembre 2007 : 28 milliards EUR).

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2008		
	Valeur nette comptable	Montants pouvant juridiquement être compensés <sup>1</sup>	Risque de crédit net total
<b>Produits dérivés</b>	<b>51 929</b>	<b>(40 022)</b>	<b>11 907</b>

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2007		
	Valeur nette comptable	Montants pouvant juridiquement être compensés <sup>1</sup>	Risque de crédit net total
Produits dérivés	34 409	(17 038)	17 371

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2007		
	Valeur nette comptable	Montants pouvant juridiquement être compensés <sup>1</sup>	Risque de crédit net total
Produits dérivés	36 556	(27 954)	8 602

<sup>1</sup> Par des produits dérivés envers les mêmes contreparties.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### Evaluation des dépréciations

La Direction évalue régulièrement l'adéquation du niveau des provisions pour créances douteuses grâce à un examen détaillé du portefeuille de prêts, à une comparaison entre les statistiques de défaillance et de défaut de paiement et les données historiques et à une estimation de l'impact de la conjoncture économique actuelle.

Il existe deux types de provisions pour créances – celles évaluées individuellement et celles évaluées collectivement – présentés dans la Note 2 f des états financiers du document de référence 2007.

### Créances dépréciées

Ventilation des créances dépréciées par secteur d'activité

	Au 30 juin 2008		Au 30 juin 2007		Au 31 décembre 2007	
	<i>Créances brutes par secteur d'activité en % des créances brutes sur la clientèle</i>	<i>Créances brutes</i>	<i>Créances brutes par secteur d'activité en % des créances brutes sur la clientèle</i>	<i>Créances brutes</i>	<i>Créances brutes par secteur d'activité en % des créances brutes sur la clientèle</i>	<i>Créances brutes</i>
(en millions d'euros)						
Prêts aux particuliers	244	26	274	23	354	28
Prêts aux entreprises	660	72	880	76	894	70
Prêts aux établissements financiers	16	2	15	1	20	2
<b>Total des créances dépréciées sur la clientèle</b>	<b>920</b>	<b>100</b>	<b>1 169</b>	<b>100</b>	<b>1 268</b>	<b>100</b>

### Provisions pour dépréciation

En cas de pertes attendues, HSBC France réduit la valeur au bilan des créances en constituant des provisions pour dépréciation. En cas de pertes attendues sur des titres disponibles à la vente, la valeur des titres au bilan est directement ajustée.

### Evolution des provisions pour l'ensemble des créances

	Exercice clos au 30 juin 2008		
	<i>Prêts évalués individuellement</i>	<i>Prêts évalués collectivement</i>	<i>Total</i>
(en millions d'euros)			
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(644)</b>	<b>(93)</b>	<b>(737)</b>
Reprises de provisions utilisées	30	-	30
Reprises de provisions disponibles (Dotations) de l'exercice	111	8	119
Variations de change, changements de périmètre et autres mouvements <sup>1</sup>	(143)	(9)	(152)
<b>Au 30 juin</b>	<b>(445)</b>	<b>(73)</b>	<b>(518)</b>

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

(en millions d'euros)	Exercice clos au 30 juin 2007		
	<i>Prêts évalués individuellement</i>	<i>Prêts évalués collectivement</i>	<i>Total</i>
	Au 1 <sup>er</sup> janvier	(685)	(87)
Reprises de provisions utilisées	45	-	45
Reprises de provisions disponibles	102	3	105
(Dotations) de l'exercice	(122)	(3)	(125)
Variations de change, changements de périmètre et autres mouvements <sup>1</sup>	2	-	2
Au 30 juin	(658)	(87)	(745)

(en millions d'euros)	Exercice clos au 31 décembre 2007		
	<i>Prêts évalués individuellement</i>	<i>Prêts Evalués collectivement</i>	<i>Total</i>
	Au 1 <sup>er</sup> janvier	(685)	(87)
Reprises de provisions utilisées	92	-	92
Reprises de provisions disponibles	152	11	163
(Dotations) de l'exercice	(208)	(17)	(225)
Variations de change, changements de périmètre et autres mouvements <sup>1</sup>	5	-	5
Au 31 décembre	(644)	(93)	(737)

### Provisions pour créances douteuses sur la clientèle

(en %)	<b>30 juin 2008</b>	30 juin 2007	31 décembre 2007
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des encours bruts de prêts <sup>2</sup> :			
- provisions pour dépréciation de prêts évalués individuellement	<b>1,22</b>	1,70	1,60
- provisions pour dépréciation de prêts évalués collectivement	<b>0,20</b>	0,23	0,23
- provision spécifique	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1,42</b>	1,93	1,83

1 Reclassement des provisions des entités destinées à être cédées en actifs destinés à être cédés.

2 Net des opérations de mise en pension et des comptes de règlement.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### Provisions pour risques de crédit

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin 2008	Exercice clos le 30 juin 2007	Exercice clos au 31 décembre 2007
<b>Provisions pour dépréciation évaluées individuellement</b>			
Dotations de l'exercice	143	121	208
(Reprises) de provisions disponibles	(111)	(101)	(152)
Récupérations sur créances amorties	(2)	(4)	(10)
	<b>30</b>	16	46
<b>Provisions pour dépréciation évaluées collectivement</b>			
Dotations de l'exercice	9	3	17
(Reprises) de provisions	(8)	(3)	(11)
Récupérations sur créances amorties	–	–	–
	<b>1</b>	–	6
<b>Total des pertes / (reprises) pour dépréciation :</b>	<b>31</b>	16	52
- établissements de crédit	–	–	–
- clientèle	31	16	52
Autres provisions pour risques de crédit	–	–	–
Dotations aux provisions sur titres disponibles à la vente <sup>1</sup>	–	14	–
<b>Provisions pour risques de crédit</b>	<b>31</b>	30	52
Part des pertes pour dépréciation en pourcentage des créances brutes sur la clientèle à la clôture	0,09%	0,06%	0,09%
<b>Encours de la clientèle et établissements de crédit</b>			
Créances douteuses	920	1 169	1 268
Provisions pour dépréciation	518	745	737
Créances brutes	84 914	73 351	89 017
<b>Taux de couverture des créances douteuses</b>	<b>56,30%</b>	63,73%	58,12%

<sup>1</sup> Au 30 juin 2007, les charges de dépréciation des titres de capital disponibles à la vente étaient classées en " Provisions pour risques de crédit". A partir du 31 décembre 2007, ces charges de dépréciation sont classés en " résultat net de cession des investissements financiers".

### Gestion de la liquidité et du financement

La gestion de la liquidité et du financement a pour objectif d'assurer que l'ensemble des engagements de financements et des retraits de dépôts prévisibles soit honoré à l'échéance. HSBC France possède une source de financement diversifiée et stable, constituée de la dette, de dépôts de sa clientèle de particuliers et d'entreprises et de portefeuilles d'actifs très liquides.

La gestion de la liquidité et du financement s'appuie sur :

- le suivi des ratios de liquidité du bilan selon les contraintes internes et les exigences de la réglementation ;
- la projection des flux de trésorerie et la détermination des actifs liquides nécessaires pour assurer l'équilibre ;
- le maintien d'un éventail varié de sources de financement ;
- la gestion de la concentration et du profil d'amortissement de la dette ;
- le suivi des programmes de financement ;
- le suivi de la concentration des déposants afin de se prémunir contre une dépendance excessive vis-à-vis de déposants importants et de garantir une diversité de financement globalement satisfaisante ; et
- l'existence de plans de gestion de crises de liquidité et de financement. Ces plans définissent les indicateurs avancés de situations de tensions et indiquent quelles mesures prendre en cas de difficultés liées à une crise systémique ou autre tout en limitant les implications négatives à long terme pour l'activité.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

Les dépôts à vue de la clientèle (comptes courants et comptes d'épargne) constituent une part importante du financement global du groupe qui s'est révélée stable au fil des ans.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2008, HSBC France a poursuivi sa politique équilibrée visant à lever les ressources nécessaires au développement de ses activités au meilleur coût.

HSBC France est un intervenant important sur les marchés monétaire et obligataire, par l'intermédiaire de ses activités de marchés. HSBC France reçoit régulièrement des dépôts, souvent à court terme, de banques et d'autres institutions financières. En outre, le financement des activités de marchés de capitaux, du fait des opérations de pension notamment, permet au groupe de bénéficier d'un refinancement direct sur les marchés.

La plupart des actifs de la banque sont libellés en euros et dans une moindre mesure en livres et en dollars des Etats-Unis. Les actifs qui ne sont pas libellés en euros, sont financés par des dépôts en devises en provenance du marché interbancaire des eurodevises, des banques centrales, de la clientèle de grandes entreprises et d'autres institutions financières.

Le suivi des dépôts par type d'établissement et par pays permet de se prémunir contre une dépendance excessive vis-à-vis d'un établissement donné ou d'une catégorie spécifique de déposants.

HSBC France respecte le coefficient réglementaire de liquidité imposé par la Banque de France sous la supervision de la Commission Bancaire. Les banques sont tenues de transmettre des rapports trimestriels qui présentent le détail du calcul de leur coefficient mensuel de liquidité pour les trois derniers mois. Les banques transmettent en même temps des "ratios d'observations", qui sont des prévisions de leurs positions futures de liquidité. Ces ratios sont calculés en divisant les actifs liquides (qui sont soumis à des facteurs de décote) par les passifs exigibles (qui comprennent une portion des comptes de la clientèle, 5 % des engagements de hors-bilan et l'ensemble des emprunts et dettes subordonnées arrivant à échéance dans moins d'un mois). Les banques sont tenues de conserver à tout moment un ratio supérieur à 100 %. Au 1<sup>er</sup> semestre 2008, le ratio moyen de liquidité de HSBC France s'est établi à 111,45 % sur base individuelle.

HSBC France suit également la politique du Groupe HSBC qui consiste à adosser tous les dépôts bancaires et professionnels dont l'échéance est inférieure à 30 jours et 5 % de l'ensemble des autres dépôts à des actifs liquides, toutes devises confondues. En cas de crise, le groupe serait donc en mesure d'honorer ses obligations à mesure qu'elles arriveraient à échéance pendant un minimum de 30 jours sans avoir recours aux marchés. Cette contrainte vient renforcer les exigences réglementaires.

### Gestion des risques de marché

La surveillance des risques de marché a pour objectif de gérer et de contrôler les expositions au risque de marché afin d'optimiser le retour sur risque, tout en conservant un profil de marché cohérent avec le statut du Groupe en tant qu'établissement financier de premier plan et intervenant majeur en matière de produits et services financiers.

Le risque de marché est le risque que des variations des facteurs de risques de marché, tels que les taux de change, les taux d'intérêt, les spreads obligataires et les cours des actions et des denrées et matières premières, puissent peser sur le produit net bancaire du Groupe ou diminuer la valeur de ses portefeuilles.

HSBC France divise ses expositions au risque de marché entre les positions d'opérations de marché et les autres. Les expositions d'opérations de marché proviennent des positions liées aux activités de teneur de marché et aux transactions pour compte propre. Les autres expositions sont dues à la gestion des actifs et passifs bancaires commerciaux.

Ces deux types d'exposition sont examinés de façon systématique par les Comités ALCO (Comité de Bilan et de Marchés), qui s'assurent que des contrôles adéquats sont en place et qui fixent les politiques en matière de risques de marché.

Cette organisation a pour objectif de s'assurer que tous les risques de marché sont regroupés au sein d'unités qui disposent des compétences, des outils et des dispositifs de supervision et de contrôle éthique nécessaires pour les gérer.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### *Les acteurs et organes de contrôle permanent des risques de marchés*

Le processus d'attribution des limites de marché et l'ensemble du dispositif de contrôle permanent des risques de marché impliquent un certain nombre d'acteurs, des services du Groupe HSBC et de HSBC France ainsi que des comités spécifiques, dont les rôles sont précisés ci-dessous.

#### Traded Markets Development & Risk (TMR) – Groupe HSBC

La Direction du Groupe HSBC participe activement à la définition et au suivi des risques de marché de HSBC France par le biais du département *Traded Markets Development & Risk* (TMR). La vocation de cette unité est d'allouer les limites de risques aux différentes entités du Groupe HSBC par le biais du *Global Mandate* et d'en contrôler l'utilisation. Le responsable de TMR rapporte au Chief Financial & Risk Officer du Groupe HSBC.

#### Market Risk Management (MRM)

*Market Risk Management* (MRM) est en charge du suivi rapproché des risques de marché de HSBC France, de l'instruction des limites à destination de l'ALCO et de l'optimisation au jour le jour de l'utilisation des limites, de la résolution des éventuels dépassements identifiés et notifiés par *Product Control*. Le responsable de MRM France est rattaché hiérarchiquement au Secrétaire Général de la Banque de financement, d'investissement et de marchés et fonctionnellement au responsable de MRM EMEA, entité du Groupe en charge des risques de marché sur cette zone géographique.

#### Product Control

Au sein des fonctions support des grands clients de HSBC France, les équipes de *Product Control*, dirigées par le *Head of Market Risk and Product Control*, assurent le calcul, le contrôle et l'analyse au quotidien des indicateurs de risques de marché et des résultats. Elles sont aussi chargées du contrôle de la valorisation journalière des positions, de la définition des réserves, et de l'enregistrement des résultats quotidiens.

*Product Control* constitue ainsi le fondement du dispositif de contrôle permanent indépendant des risques de marché de la banque. Une équipe spécifique au sein de *Product Control* est en charge de la consolidation des risques du groupe HSBC France ainsi que de la production et de la diffusion des états des reportings portant sur les risques de marché de HSBC France.

#### Derivative Models Review Group (DMRG)

Pour la gestion, la valorisation et l'évaluation des risques de certains produits dérivés, le recours à des modèles développés par la recherche front office se révèle nécessaire. La validation de ces modèles incombe à une cellule spécialisée et indépendante, *Derivative Models Review Group* (DMRG). Depuis mars 2005, cette équipe a rejoint le Secrétariat Général de la Banque de financement, d'investissement et de marchés et rapporte au *Head of Market Risk and Product Control*. Le DMRG Paris est par ailleurs fonctionnellement rattaché au DMRG Group, lui-même intégré à TMR.

#### Le Comité des paramètres

Placé sous la direction du *Head of Market Risk & Product Control*, il est composé de membres du DMRG, de *Product Control*, de MRM et de représentants du front office. Il se réunit au cours de la première quinzaine du mois suivant afin d'examiner de manière contradictoire les paramètres de modèles utilisés par le front office. Au cours de ces réunions mensuelles, est examinée l'évolution des principaux indicateurs de marché ainsi que les risques de concentrations sur titres et les éventuelles provisions pour illiquidités.

#### L'ALCO Risques de Marché

L'ALCO Risques de Marché est un Comité qui se réunit mensuellement sous la présidence du Directeur Général Délégué en charge du contrôle permanent. Son rôle est d'examiner les questions essentielles relatives aux risques de marché. Ce comité a pour mission de superviser les risques de marché d'une manière systématique, de s'assurer que les contrôles adéquats existent et d'approuver les principales règles qui font partie du dispositif de surveillance.

L'ALCO Risques de Marché regroupe les principaux responsables des métiers concernés par ces risques, la Direction Générale, les Directeurs des métiers directement concernés, le *Head of Market Risk and Product Control*, le responsable de MRM, le Secrétaire Général de la Banque de financement, d'investissement et de marchés ainsi que le Directeur de la Gestion Financière du Bilan.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

L'ALCO Risques de Marché examine mensuellement les indicateurs de risques de l'ALCO préparés par *Product Control* et analyse tout événement significatif constaté au cours du mois précédent. Toute entité générant des risques de marché doit annuellement présenter une demande de renouvellement de ses limites ou d'extension de celles-ci.

Le contrôle périodique

Le contrôle périodique des risques de marché tels qu'ils sont décrits ci-dessus est du ressort de Group Finance Audit (GFA) qui est l'organe du Groupe HSBC en charge du contrôle périodique des activités de marché à travers le monde.

Le Comité d'Audit et le Conseil d'Administration de HSBC France

Le Comité d'Audit et le Conseil d'Administration de HSBC France jouent pleinement le rôle que leur assigne l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires. Les limites de marché sont soumises pour avis à chaque Comité d'Audit de HSBC France, et les principales informations relatives aux risques de marché et à leur contrôle sont présentées à ce comité qui peut ainsi délibérer sur l'ensemble du dispositif de contrôle.

De même, une présentation des éléments principaux relatifs aux risques de marché est faite à chaque Conseil d'Administration de HSBC France.

### *Les outils du contrôle permanent des risques de marchés*

La Value at Risk

L'un des principaux outils utilisés par le Groupe pour suivre et limiter son exposition au risque de marché est la Value at Risk (ci-après "la VaR"). HSBC France s'est doté d'un modèle interne pour calculer la VaR.

La VaR est une technique qui permet d'évaluer les pertes potentielles encourues sur les positions de risque, du fait de variations de taux et de cours de marché à un horizon de temps déterminé et pour un niveau de probabilité donné (99 % dans le cas du Groupe). HSBC France calcule la VaR chaque jour. Le modèle de VaR utilisé par HSBC France, à l'instar du Groupe, se fonde sur des simulations historiques.

Le modèle de simulation historique définit des scénarios futurs plausibles à partir de séries temporelles de taux de marché, en tenant compte des interrelations entre les différents marchés et taux, telles que les liens entre les taux d'intérêt et les taux de change, par exemple. Les variations potentielles de cours de marché sont calculées à partir des données de marché des deux années précédentes. Le modèle interne de HSBC France a été revalidé par la Commission Bancaire en 2007 pour les calculs réglementaires des exigences de fonds propres. Depuis janvier 2007, HSBC France calcule la perte potentielle maximale à un horizon de 1 jour.

Bien qu'elle constitue une mesure utile du risque, la VaR doit être appréciée au regard de ses limites. A titre d'illustration :

- l'utilisation de données historiques comme substitut pour estimer les événements futurs peut ne pas capturer tous les événements potentiels, en particulier ceux qui sont extrêmes par nature ;
- le choix d'un horizon d'1 jour suppose que toutes les positions peuvent être soit liquidées, soit couvertes en l'espace d'une journée. Il est possible que cette méthode ne permette pas de prendre suffisamment en compte le risque de marché en période de liquidité très réduite qui n'autoriserait pas la liquidation ou la couverture de l'intégralité des positions en l'espace d'une seule journée ;
- par définition, le niveau de probabilité de 99 % ne permet pas de prendre en compte les pertes au-delà de ce niveau de probabilité ; et
- la VaR est calculée sur la base d'expositions courantes à la clôture de l'activité et ne reflète par conséquent pas forcément les expositions en cours de séance.

Conscient des limites de ce modèle, HSBC France remédie à ces lacunes en instituant des limites de sensibilité. Des scénarii de stress sont en outre appliqués tant aux portefeuilles individuels qu'aux positions consolidées de HSBC France. Ces scénarii de stress sont définis par un groupe de spécialistes à Paris (responsables de marché, contrôleurs) selon les règles et pratiques du Groupe.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

La VaR capture les facteurs de risques classiques directement observables au quotidien : change, taux d'intérêts, cours des actions, ... mais ne prend pas en compte les variations potentielles de paramètres plus exotiques tels que les corrélations, les risques de bases, les paramètres de retour à la moyenne, les anticipations de dividendes futures... Ainsi, HSBC France calcule depuis le 31 décembre 2007 une VaR complémentaire (VaR Add-On) au titre des facteurs de risques exotiques.

La VaR 1 jour des Marchés, à la fois sur les opérations de marché et de gestion du risque structurel de taux, s'élevait à :

(en millions d'euros)	VaR 1 jour	
	sans périmètre Add-On	VaR Add-On
<b>Au 30 juin 2008</b>	<b>11,04</b>	<b>4,9</b>
Au 31 décembre 2007	9,53	3,8

(en millions d'euros)	VaR 1 jour sans périmètre Add-On			VaR Add-On		
	Moyenne	Minimum	Maximum	Moyenne	Minimum	Maximum
<b>2008</b> .....	<b>9,3</b>	<b>6,1</b>	<b>16,6</b>	<b>4,2</b>	<b>3,9</b>	<b>5,5</b>
2007 .....	7,6	4,9	13,6	-	-	-

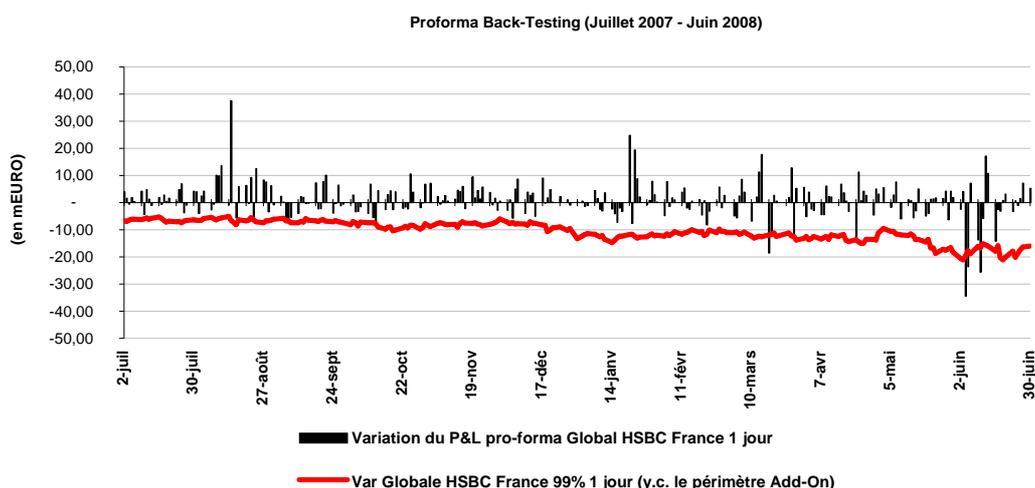
### Back testing

Ce processus de contrôle a posteriori du modèle est effectué sur la base de VaR 99 % 1 jour comparée à des résultats quotidiens "pro forma" déterminés à partir des variations des prix de marché à positions inchangées. Cet exercice est réalisé à J+2, par activité et sur l'ensemble des positions de marché de HSBC France.

Il permet de valider le modèle utilisé en s'assurant que, dans 99 % des cas, le résultat effectivement constaté est inférieur, en valeur absolue, à la VaR 1 jour calculée.

### Back testing proforma juillet 2007 – juin 2008

(en millions d'euros)



### Juste valeur et contrôles de vérification des cours

Le Groupe a pour politique de soumettre à des tests indépendants à l'échelle du Groupe les processus d'évaluation et de vérification de cours concernant les instruments financiers inscrits au bilan à leur juste valeur. Les instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur comprennent notamment les actifs du portefeuille de négociation, les instruments financiers sous option juste valeur, les obligations liées aux ventes de titres à découvert, l'ensemble des instruments financiers dérivés et les titres de placement.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

Le calcul des justes valeurs constitue par conséquent un élément important des remontées d'informations relatives aux activités de Marchés du Groupe.

Toutes les politiques significatives en matière d'évaluation et toute modification de ces politiques doivent être approuvées par la Direction Financière. Les normes internes de remontées d'informations mises en œuvre par le Groupe exigent que les services de Contrôle financier du Groupe soient indépendants des activités de prises de risques, les services financiers étant chargés en dernier ressort de déterminer les justes valeurs figurant dans les états financiers et de s'assurer du respect des politiques de Groupe et de l'observation des normes comptables afférentes.

### Opérations de marché

Le risque de marché inhérent au portefeuille d'opérations de marché est suivi et contrôlé, tant au niveau du portefeuille que des positions, grâce à l'utilisation de techniques complémentaires, telles que la VaR et la valeur actuelle d'un point de base, assorties de tests de stress et de sensibilité et de plafonds de concentration. Ces méthodologies permettent de quantifier l'impact de mouvements de marché donnés sur les capitaux.

Les autres dispositifs de contrôle consistent à limiter les opérations individuelles de négociation à une liste d'instruments autorisés fixée par le département *Traded Markets Development and Risk* et à mettre en œuvre des procédures drastiques d'approbation des nouveaux produits. La négociation de produits dérivés complexes est notamment concentrée à des niveaux appropriés d'expertise produit et soumise à des systèmes de contrôle stricts.

La politique de HSBC France en matière de couverture consiste à gérer le risque économique de la façon la plus appropriée, sans s'inquiéter de savoir si une comptabilité de couverture pourra être appliquée, dans le cadre des limites concernant la volatilité potentielle des résultats publiés. La ventilation de la VaR des opérations de marché est présentée ci-après par type de risque, par positions prises avec intention de négociation et par positions prises sans intention de négociation (non significatives au niveau de HSBC France) :

### VaR Trading des opérations de marché par type de risque

(en millions d'euros)	Change	Taux d'intérêt	Action	Total
<b>Au 30 juin 2008</b> .....	<b>0,31</b>	<b>13,60</b>	<b>6,31</b>	<b>12,62</b>
Au 31 décembre 2007 .....	0,40	10,56	5,94	10,70
Moyenne				
<b>2008</b> .....	<b>0,32</b>	<b>12,19</b>	<b>3,81</b>	<b>9,83</b>
2007 .....	0,30	8,27	2,96	8,04
Minimum				
<b>2008</b> .....	<b>0,10</b>	<b>7,53</b>	<b>2,10</b>	<b>6,71</b>
2007 .....	0,11	4,40	0,74	4,96
Maximum				
<b>2008</b> .....	<b>0,61</b>	<b>24,74</b>	<b>6,31</b>	<b>17,05</b>
2007 .....	0,66	12,46	6,54	13,70

### Positions prises avec intention de négociation – VaR par type de risque

(en millions d'euros)	Change	Taux d'intérêt	Action	Total
<b>Au 30 juin 2008</b> .....	<b>0,31</b>	<b>13,22</b>	<b>6,31</b>	<b>9,51</b>
Au 31 décembre 2007 .....	0,40	8,47	5,94	8,15
Moyenne				
<b>2008</b> .....	<b>0,32</b>	<b>10,61</b>	<b>3,81</b>	<b>7,12</b>
2007 .....	0,30	7,42	2,96	6,46
Minimum				
<b>2008</b> .....	<b>0,10</b>	<b>5,89</b>	<b>2,10</b>	<b>6,71</b>
2007 .....	0,11	4,38	0,74	4,87
Maximum				
<b>2008</b> .....	<b>0,61</b>	<b>22,45</b>	<b>6,31</b>	<b>13,37</b>
2007 .....	0,66	12,38	6,54	10,08

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### Positions prises sans intention de négociation – VaR par type de risque

(en millions d'euros)	Change	Taux d'intérêt	Action	Total
<b>Au 30 juin 2008</b> .....	–	<b>3,10</b>	–	<b>3,10</b>
Au 31 décembre 2007 .....	–	2,55	–	2,55
Moyenne				
<b>2008</b> .....	–	<b>2,71</b>	–	<b>2,71</b>
2007 .....	–	1,58	–	1,58
Minimum				
<b>2008</b> .....	–	<b>0,00</b>	–	<b>0,00</b>
2007 .....	–	0,09	–	0,09
Maximum .....				
<b>2008</b> .....	–	<b>3,68</b>	–	<b>3,68</b>
2007 .....	–	3,61	–	3,61

### Déclaration d'exigence de fonds propres

Le modèle interne permet de calculer quotidiennement les Value at Risk de toutes les positions. Il a été validé par la Commission Bancaire pour les calculs réglementaires des exigences de fonds propres. Au 30 juin 2008, il couvre un périmètre représentant la quasi-totalité du risque général de marché de HSBC France. Les risques qui ne sont pas couverts par le modèle interne sont mesurés en utilisant la méthode forfaitaire recommandée par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et transposé dans la réglementation française par le règlement CRBF 95-02.

Les exigences de fonds propres au titre des risques de marché se décomposent de la manière suivante (en millions d'euros) :

	30 juin 2008		31 décembre 2007	
	BRI	CAD	BRI	CAD
<b>Modèle interne (*) :</b> .....	<b>159,6</b>	<b>159,6</b>	<b>92,0</b>	<b>92,0</b>
Risque de change .....	3,4	3,4	5,4	5,4
Risque général de taux .....	204,6	204,6	91,6	91,6
Risque global action .....	65,6	65,6	39,2	39,2
Effet de compensation risque global.....	(113,9)	(113,9)	(44,2)	(44,2)
(*) y compris le périmètre Add-On				
<b>Risques forfaitaires :</b> .....	<b>102,1</b>	<b>102,1</b>	<b>87,1</b>	<b>87,1</b>
Risque de change.....	0,05	0,05	0,15	0,15
Risque général de taux .....	0,04	0,03	0,11	0,08
Risque spécifique de taux.....	88,10	88,10	75,68	75,68
Risque global action .....	0,00	0,00	0,00	0,00
Risque spécifique action.....	13,99	13,99	11,19	11,19
<b>Total.....</b>	<b>261,7</b>	<b>261,7</b>	<b>179,1</b>	<b>179,1</b>

### Gestion du risque structurel de taux

Le principal objectif de la gestion du risque structurel de taux de HSBC France est de désensibiliser le résultat à une variation des taux fixe par la gestion du gap de taux (déséquilibre entre la position à taux fixe à l'actif et au passif).

Le risque structurel de taux provient principalement de la variation des écarts entre le rendement futur des actifs et le coût futur des passifs du fait des variations de taux d'intérêt. L'analyse de ce risque est complexe, en raison de la nécessité de formuler des hypothèses, d'une part sur les options offertes aux emprunteurs pour certains produits comme les remboursements anticipés de prêts immobiliers, d'autre part sur le comportement des déposants concernant l'échéance de dépôts remboursables contractuellement sur demande, comme les comptes courants. Lorsque cela est nécessaire, des caractéristiques comportementales différentes des caractéristiques contractuelles

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

sont évaluées afin de déterminer le risque de taux d'intérêt réel sous-jacent. L'ALCO Bilan vérifie régulièrement chacune de ces hypothèses de comportement et les positions de risque de taux d'intérêt.

Pour gérer ce risque de façon optimale, la Direction de la Gestion Financière du Bilan (DGFB) centralise le calcul et la gestion du risque structurel de taux et définit les règles de transfert de ce risque au département en charge des activités de marché. L'exposition nette au risque de taux d'intérêt est transférée dans des portefeuilles dédiés gérés par la salle des marchés grâce à une série de transactions internes (cash ou swap) entre les entités opérationnelles et la salle des marchés.

Cette exposition nette est gérée au moyen d'instruments dérivés pour solder la position dans le marché.

L'un des principaux outils de gestion du risque structurel de taux est le contrôle de la sensibilité de la marge nette d'intérêts prévisionnelle selon divers scénarii de taux d'intérêt. Par ailleurs, suite à des travaux menés dans le cadre des simulations demandées par le pilier II de Bâle 2 sur le sujet de l'Economic Value of Equity, HSBC France mesure également mensuellement l'impact sur les fonds propres d'un choc uniforme de 200 bp, à la hausse et à la baisse.

### Gestion du risque structurel de change

Les positions de change issues de l'activité bancaire sont systématiquement transférées à la salle des marchés qui assure la gestion du risque de change dans le cadre de limites fixées par l'ALCO Bilan.

Par ailleurs, il existe un risque de change qui correspond au risque de variation des fonds propres due à des investissements en devises non couverts par des financements en devises. Cette exposition, dite structurelle, au risque de change correspond aux investissements nets dans les filiales, succursales ou entreprises associées dont l'euro n'est pas la devise fonctionnelle.

Les investissements dans des filiales étrangères sont faibles en montant. L'exposition structurelle au risque de change est principalement liée au résultat de ces filiales conservé en réserves. Cette exposition et la sensibilité à la variation des taux de change des ratios de capital sont suivies par l'ALCO Bilan.

### Analyse des titres adossés à des actifs (ABS - Asset Backed Securities)

Le tableau ci-dessous montre l'exposition du groupe au risque de marché sur les ABS.

ABS	30 juin 2008			
	Exposition brute <sup>2</sup>	CDS protection brute <sup>3</sup>	Exposition nette <sup>4</sup>	Valeur comptable <sup>5</sup>
(en millions d'euros)				
- Qualité Supérieure <sup>1</sup>	468	-	468	445
- Notation de C à A	40	-	40	35
- Non notés	15	-	15	13
<b>Total ABS</b>	<b>523</b>	<b>-</b>	<b>523</b>	<b>493</b>

ABS	30 juin 2008			
	Gains / pertes latents <sup>6</sup>	Gains / pertes en compte de résultat <sup>7</sup>	Dépréciation <sup>8</sup>	Variation juste valeur par capitaux propres <sup>9</sup>
(en millions d'euros)				
- Qualité Supérieure <sup>1</sup>	(24)	-	-	(22)
- Notation de C à A	(5)	-	-	(5)
- Non notés	(2)	-	-	(2)
<b>Total ABS</b>	<b>(31)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(29)</b>

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

- 1 Actifs notés AA ou AAA.
- 2 L'exposition brute est le montant du remboursement à échéance ou, dans le cas d'un instrument amortissable, la somme des remboursements futurs sur la durée résiduelle du titre.
- 3 Un CDS est un swap de défaut de contrepartie. "CDS protection brute" est l'exposition brute des instruments sous-jacents couvert par des CDS
- 4 L'exposition nette correspond à l'exposition brute des titres non couverts par des CDS. Elle comprend les actifs qui bénéficient d'une protection monoline, sauf quand cette protection est achetée avec un CDS
- 5 Valeur comptable de l'exposition nette.
- 6 Gains et pertes latents de l'exposition nette (cf footnote 4) comptabilisés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008 par le compte de résultat résultant des variations de la juste valeur des titres, ajustées du montant cumulé des transferts en gains et pertes réalisées sur la cession des titres.
- 7 Gains et pertes réalisés sur l'exposition nette (cf footnote 4) comptabilisés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008 par le compte de résultat résultant de la cession de titres.
- 8 Charges de dépréciation comptabilisées en résultat au titre de l'exposition nette (cf footnote 4) des titres disponibles à vente et des titres détenus jusqu'à échéance
- 9 Gains et pertes latents sur l'exposition nette (cf footnote 4) comptabilisés en fonds propres au titre de la variation de la juste valeur des titres disponibles à vente, ajustée des transferts de la réserve des titres disponibles à la vente au compte de résultat en cas de dépréciation et ajustée des transferts des gains et pertes réalisés lors de la cession des titres.

### Couverture des risques et ratios réglementaires

#### Contrôle des grands risques

Le groupe HSBC France respecte les règles imposées par la Commission Bancaire :

- limitation à un montant égal à 20 % des fonds propres sur un groupe de clients considéré comme un seul et même bénéficiaire considéré comme "Investment Grade", 15 % pour un bénéficiaire "Non-Investment Grade" ;
- limitation à 8 fois les fonds propres du total des risques dépassant unitairement 10 % des fonds propres. Pour HSBC France, au 30 juin 2008, onze groupes dépassaient individuellement 10 % des fonds propres nets.

#### Provisionnement des risques

Les provisions relatives aux risques clientèle au 30 juin 2008 couvrent à hauteur de 56,30 % l'ensemble des créances douteuses et contentieuses du groupe HSBC France.

#### Ratio de liquidité

Les ratios réglementaires du groupe HSBC France reflètent la bonne couverture du risque de liquidité. Le coefficient réglementaire de liquidité, qui mesure l'impasse potentielle de liquidité à un mois, s'est établi en moyenne sur le 1<sup>er</sup> semestre 2008 à 111,45 % pour HSBC France sur base individuelle.

#### Ratio de solvabilité internationale Bâle II

Le ratio de solvabilité internationale Bâle II du groupe HSBC France s'élève à 9,2 % au 30 juin 2008 pour un minimum de 8 %. Pour les seuls fonds propres de première catégorie (noyau dur), le ratio du groupe s'élève à 8,7 % (pour une norme minimale de 4 %).

Le total des fonds propres du groupe HSBC France selon la définition Bâle II s'élève à 5 milliards EUR au 30 juin 2008, dont 4,67 milliards EUR au titre du noyau dur.

Les équivalents risques pondérés relatifs aux différentes catégories de risques sont de 53,9 milliards EUR et se répartissent ainsi :

(en milliards d'euros)

Risques de crédits hors portefeuille de négociation .....	46,0
Risques de crédit du portefeuille de négociation .....	3,2
Risques de marché .....	4,7

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### Entités ad hoc

Dans le cadre de son activité, le groupe réalise des transactions qui prévoient la mise en place d'entités ad hoc (*Special Purpose Entities – SPE*), dont certaines sont intégrées dans le bilan consolidé du groupe.

Les transactions impliquant l'utilisation d'entités ad hoc, font l'objet d'une autorisation centrale lors de leur création afin de garantir le bien-fondé de leur objet et de leur gouvernance d'entreprise. Les activités des entités ad hoc administrées par le groupe sont étroitement surveillées par la Direction. L'utilisation d'entités ad hoc ne constitue pas une partie significative des activités du groupe et le groupe ne dépend pas d'entités ad hoc pour une part importante de ses activités ou de sa rentabilité.

#### *Véhicules commercialisés par le groupe*

Le groupe réexamine les conditions de consolidation chaque fois qu'une modification intervient dans la nature de la relation qui l'unit à une entité ad hoc, par exemple, en cas de modification de l'implication du groupe ou de changement des règles de gouvernance ou de la structure de capital de l'entité ad hoc.

#### *OPCVM monétaires*

Le groupe met en place et gère des OPCVM monétaires offrant à ses clients une gestion sur mesure de leurs placements. Ces OPCVM répondent à des objectifs ciblés et précis. De manière générale, le groupe n'a pas vocation à détenir une participation au sein de ces entités ad hoc d'une importance suffisante pour représenter la majorité des risques et avantages liés à leur détention.

Depuis juillet 2007, les OPCVM monétaires français dynamiques ont dû faire face à de fortes demandes de rachats du fait d'une désaffectation des investisseurs pour les fonds pouvant comporter une exposition à des actifs hypothécaires.

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, le groupe a acquis des actifs et des parts dans deux de ses fonds monétaires dynamiques, HSBC EOTOP et HSBC Dynamic Cash ; aucune part supplémentaire n'a été acquise par le groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008.

Au fur et à mesure des sorties des investisseurs tiers, le groupe a été concentré et a pris, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2008, le contrôle de ces fonds en détenant la majorité des parts. Ces deux fonds sont consolidés dans les comptes au 30 juin 2008.

#### *Opérations de financement d'actifs*

L'activité financement d'actifs et financements structurés du groupe (*Asset and Structured Finance - ASF*) est spécialisée dans la location financière et les montages financiers portant sur le financement d'avions et d'autres biens. Ces montages font l'objet de cantonnement dans des entités ad hoc, permettant une optimisation des coûts. HSBC France consolide ces entités ad hoc lorsque la nature de la relation l'unissant à ces entités montre que HSBC France en exerce le contrôle.

## 11 Principes et traitement des Banques régionales dans les comptes du groupe au 30 juin 2008

Les sept filiales bancaires régionales sont consolidées au 30 juin 2008. Conformément à la norme IFRS 5, les actifs et les passifs de ces filiales sont classés et évalués respectivement en « Actifs de groupe destinés à être cédés » et « Passifs de groupe destinés à être cédés » à compter de la date d'annonce de la cession des sept filiales bancaires régionales (1<sup>er</sup> mars 2008).

Par ailleurs, le résultat courant avant impôt réalisé par ces structures à compter du 1<sup>er</sup> mars 2008 a été reclassé sur la ligne « Autres produits d'exploitation ». Le résultat dégagé sur les deux premiers mois reste présenté dans les rubriques d'origine. Le résultat courant avant impôt consolidé des sept filiales bancaires régionales s'élève à 29 millions EUR pour les mois de mars à juin 2008.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 12 Capitaux propres

	30 juin 2008											
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et Résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies	Paiements à base d'actions	Autres réserves Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle joint	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
(en millions d'euros)												
Solde au 1er janvier 2008	380	1 191	3 272	211	(117)		6	117	4	5 064	31	5 095
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût												
Résultat de l'exercice, part du groupe			388							388		388
Dividendes												
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies							(4)			(4)		(4)
Plus ou moins values latentes comptabilisées en capitaux propres				(67)	(33)					(100)		(100)
Transferts en compte de résultat				(110)	(24)					(134)		(134)
Paiements à base d'actions								9		9		9
Impôts sur éléments comptabilisés ou transférés en capitaux propres				38	20		1			59		59
Quote-part du résultat net revenant aux minoritaires												
Dividendes versés aux minoritaires											(1)	(1)
Ecarts de conversion							(1)			(1)		(1)
Autres variations				(1)					(1)	(2)		(2)
<b>Solde au 30 Juin 2008</b>	<b>380</b>	<b>1 191</b>	<b>3 660</b>	<b>71</b>	<b>(154)</b>	<b>(1)</b>	<b>3</b>	<b>126</b>	<b>4</b>	<b>5 280</b>	<b>30</b>	<b>5 310</b>

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 12 Capitaux propres (suite)

	30 juin 2007													
	Autres réserves												Total des capitaux propres	
	Capital social appelé	Primes d'émission	Résultat de l'exercice	Résultat net des activités abandonnées	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies	Paiements à base d'actions	Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle joint	Acquisition ERISA	Capitaux propres, part du groupe		Intérêts minoritaires
(en millions d'euros)														
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	378	1 164	3 165		579	(74)	4		88	102		5 406	19	5 425
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût													11	11
Résultat de l'exercice, part du groupe			719	14								733		733
Dividendes			(807)									(807)		(807)
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies								12				12		12
Plus ou moins values latentes comptabilisées en capitaux propres					88	(124)						(36)		(36)
Transferts en compte de résultat					(460)	3						(457)		(457)
Paiements à base d'actions								10				10		10
Impôts sur éléments comptabilisés ou transférés en capitaux propres					9	42		(5)				46		46
Quote-part du résultat net revenant aux minoritaires													2	2
Dividendes versés aux minoritaires														
Ecarts de conversion														
Réévaluation ERISA											82	82		82
Autres variations		6	(5)		2	(2)				(100)	99	(1)		(1)
Solde au 30 juin 2007	378	1 170	3 071	14	218	(155)	4	7	98	2	181	4 988	32	5 020

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 12 Capitaux propres (suite)

	31 décembre 2007													
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et Résultat de l'exercice	Résultat net des activités abandonnées	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Ecart actuariels sur régimes à prestations définies	Paiements à base d'actions	Autres réserves Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle joint	Acquisition ERISA	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
(en millions d'euros)														
Solde au 1er janvier 2007	378	1 164	3 165		579	(74)	4		88	102		5 406	19	5 425
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût	2	21										23	11	34
Résultat de l'exercice, part du groupe			929	45						1		975		975
Dividendes			(1 038)									1 038		1 038
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies								9				9		9
Plus ou moins values latentes comptabilisées en capitaux propres					96	(61)						35		35
Transferts en compte de résultat					(482)	(3)						(485)		(485)
Paiements à base d'actions									11			11		11
Impôts sur éléments comptabilisés ou transférés en capitaux propres					15	22		(3)				34		34
Quote-part du résultat net revenant aux minoritaires													2	2
Dividendes versés aux minoritaires														
Ecart de conversion							(4)					(4)		(4)
Réévaluation ERISA											82	82		82
Autres variations		6	(10)		3	(1)			18	(99)	99	16	(1)	15
Solde au 31 Décembre 2007	380	1 191	3 046	45	211	(117)		6	117	4	181	5 064	31	5 095

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 13 Passifs éventuels

Le plan de « développement 2010 » de la Banque de détail en France prévoit de nouveaux principes d'organisation, dont un allègement des fonctions supports et administratives sachant que la mise en œuvre du plan se fera sans départ contraint et repose sur un plan de pré-retraites et sur la mobilité interne.

Les conditions de constitution requises par IAS 37 n'étant pas entièrement remplies, aucune provision n'a été comptabilisée au 30 juin 2008 à ce titre. L'estimation à ce jour du passif éventuel est comprise entre 50 et 70 millions EUR.

### 14 Engagements de financement et de garantie

#### a Engagements de financement et de garantie

(en millions d'euros)	30 juin 2008	30 juin 2007	31 décembre 2007
<b>Montants notionnels</b>			
<i>Engagements de garantie donnés</i>			
Cautions, avals et autres garanties	-	-	-
Garanties et actifs donnés en garantie	7 537	6 360	6 779
Autres	96	72	94
	<b>7 633</b>	<b>6 432</b>	<b>6 873</b>
<b>Engagements de financement donnés</b>			
Crédits documentaires et financement d'échanges commerciaux	356	292	328
Emissions non tirées et crédits revolving	25	27	26
Autres engagements de financement, lignes de crédit et autres engagements :			
– à un an ou moins	9 573	4 522	5 363
– à plus d'un an	13 416	13 244	14 609
	<b>23 370</b>	<b>18 085</b>	<b>20 326</b>

Le tableau ci-dessus fait apparaître les montants notionnels en principal des opérations de hors-bilan pour compte de tiers. Les montants notionnels des passifs éventuels et engagements représentent les montants exposés aux risques en cas de tirage complet des contrats et dans l'hypothèse d'une défaillance du client.

Le total des montants notionnels n'est pas représentatif des besoins de liquidité futurs.

#### b Garanties

Le groupe consent des garanties et engagements similaires au profit de tiers clients et d'autres entités du groupe. Ces garanties sont généralement consenties dans le cadre normal des activités bancaires du groupe. Les principaux types de garanties consenties et le montant potentiel maximal des décaissements futurs qui pourraient être exigés du groupe se répartissent comme suit :

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

(en millions d'euros)	30 juin 2008	30 juin 2007	31 décembre 2007
<b>Type de garantie</b>			
Cautions, avals et garanties <sup>1</sup>	-	-	-
Garanties financières <sup>2</sup>	318	24	18
Lettres de crédit stand-by constituant des garanties financières <sup>3</sup>	1 287	1 196	1 115
Autres substituts de crédit direct <sup>4</sup>	231	185	268
Garanties de livraison et de bonne exécution <sup>5</sup>	1 460	1 360	1 481
Garanties de soumission <sup>5</sup>	149	127	142
Lettres de crédit stand-by afférentes à des opérations spécifiques <sup>5</sup>	59	26	50
Autres garanties liées à des transactions <sup>5, 6</sup>	4 033	3 442	3 705
Autres garanties	96	72	94
<b>Total</b>	<b>7 633</b>	<b>6 432</b>	<b>6 873</b>

- 1 Les cautions, avals et garanties résultent de l'acceptation du groupe de garantir le règlement d'instruments négociables tirés par un client. L'instrument accepté est ensuite vendu sur le marché à un prix décoté. En conséquence de l'adoption de la norme IAS 32, les cautions, avals et garanties sont comptabilisés au bilan depuis le 1er janvier 2005 aux postes "Autres actifs" et "Autres passifs".
- 2 Les garanties financières comprennent notamment les engagements de remplir les obligations de clients ou d'entités du groupe au cas où ces clients ou entités ne les honorerait pas.
- 3 Les lettres de crédit stand-by sont des garanties financières qui engagent irrévocablement HSBC France à effectuer des règlements au profit de tiers au cas où un client n'honorait pas un engagement.
- 4 Les autres substituts de crédit direct incluent les lettres de crédit de réassurance et les lettres de crédit d'échanges commerciaux émises sans clause autorisant l'émetteur à conserver la propriété des livraisons sous-jacentes.
- 5 Les garanties de livraison et de bonne exécution, les garanties de soumission et autres garanties liées à des transactions sont des engagements par lesquels le garant s'oblige à effectuer un règlement en cas de survenue d'un événement dissocié du profil de crédit du client.
- 6 Y compris les garanties données par le groupe en faveur des autres entités du Groupe HSBC pour 1 066 millions EUR en 2008 (décembre 2007 : 175 millions EUR et juin 2007 : 124 millions EUR).

Les montants inscrits dans le tableau ci-dessus correspondent à l'exposition maximale du groupe sur un grand nombre d'engagements de garantie individuels. Les risques et expositions issus des garanties sont recensés et gérés conformément aux politiques et procédures générales de gestion des risques de crédit mises en place par le groupe.

Les garanties dont l'échéance est supérieure à un an sont soumises aux procédures de révision annuelle des crédits mises en œuvre par le groupe.

Lorsque le groupe octroie une garantie au profit d'un client, il conserve le droit de recouvrer auprès de ce client tout montant versé au titre de cette garantie.

### Provisions constituées au titre des obligations du groupe en matière de garanties données

(en millions d'euros)	30 juin 2008	30 juin 2007	31 décembre 2007
Cautions, avals et garanties	-	-	-
Autres garanties	3	12	7

## 15 Ventilation des résultats par métier

Les activités de HSBC France sont principalement réalisées en France et sont organisées selon les lignes de clientèle suivantes : Banque de particuliers (y compris le métier d'assurance), Banque d'entreprises, Banque de financement, d'investissement et de marchés et Banque privée. Figurent principalement dans la colonne "Autres" les impacts de l'acquisition de Erisa et Erisa IARD en 2007.

HSBC France s'appuie sur divers services administratifs et fonctions centrales dont le coût est réparti entre les métiers, de façon systématique et cohérente.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

(en millions d'euros)	30 juin 2008	30 juin 2007	31 décembre 2007
<b>Produit net bancaire avant provisions pour risques de crédit</b>			
Banque de particuliers	439	475	957
Banque d'entreprises	349	356	715
Banque de financement, d'investissement et de marchés	635	654	1 131
Banque privée	46	53	107
Autres	(4)	13	14
<b>Total périmètre France</b>	<b>1 465</b>	<b>1 551</b>	<b>2 924</b>
Ajustement de périmètre	(101)	239	165
<b>Total périmètre légal</b>	<b>1 364</b>	<b>1 790</b>	<b>3 089</b>
<b>Résultat avant impôt</b>			
Banque de particuliers	82	73	130
Banque d'entreprises	105	90	148
Banque de financement, d'investissement et de marchés	331	355	530
Banque privée	9	7	18
Autres	(5)	76	79
<b>Total périmètre France avant dépréciation des survaleurs</b>	<b>522</b>	<b>601</b>	<b>905</b>
Dépréciation des survaleurs	-	-	-
<b>Total périmètre France</b>	<b>522</b>	<b>601</b>	<b>905</b>
Ajustement de périmètre	(72)	187	146
<b>Total périmètre légal</b>	<b>450</b>	<b>788</b>	<b>1 051</b>
<b>Total des actifs</b>			
Banque de particuliers	7 339	32 366	15 812
Banque d'entreprises	14 867	12 990	15 325
Banque de financement, d'investissement et de marchés	201 148	138 467	165 865
Banque privée	1 086	1 029	1 181
Autres	(285)	455	444
	<b>224 155</b>	<b>185 307</b>	<b>198 627</b>
<b>Coût d'acquisition des immobilisations corporelles</b>			
Banque de particuliers	17	7	27
Banque d'entreprises	11	5	21
Banque de financement, d'investissement et de marchés	11	21	13
Banque Privée	-	-	-
Autres	-	-	-
	<b>39</b>	<b>33</b>	<b>61</b>
<b>Coût d'acquisition des immobilisations incorporelles</b>			
Banque de particuliers	1	2	5
Banque d'entreprises	1	1	4
Banque de financement, d'investissement et de marchés	11	7	8
Banque Privée	-	-	-
Autres	-	-	-
	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>17</b>

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 16 Transactions avec les parties liées

HSBC France ne détient plus de participations d'un montant significatif comptabilisées par mise en équivalence.

#### Transactions avec les autres parties liées du Groupe

Les transactions détaillées ci-après incluent les montants dus ou à recevoir d'autres entités du Groupe HSBC.

(en millions d'euros)	<b>Solde au 30 juin 2008</b>	Solde au 30 juin 2007	Solde au 31 décembre 2007
<b>Actif</b>			
Portefeuille de transaction	<b>5 108</b>	4 715	3 457
Instruments dérivés	<b>16 787</b>	9 699	11 343
Prêts et créances sur les établissements de crédit	<b>6 502</b>	1 176	6 037
Prêts et créances sur la clientèle	<b>397</b>	-	41
Investissements financiers	<b>272</b>	-	129
Autres actifs	<b>2 019</b>	1 264	2 335
Comptes de régularisation	<b>87</b>	9	98
<b>Passif</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	<b>20 843</b>	9 915	31 372
Comptes créditeurs de la clientèle	<b>275</b>	473	589
Portefeuille de transaction	<b>3 962</b>	1 915	2 962
Instruments dérivés	<b>16 598</b>	10 604	12 426
Autres passifs	<b>1 010</b>	164	275
Comptes de régularisation	<b>158</b>	63	101
Dettes subordonnées	<b>150</b>	650	150
(en millions d'euros)	<b>Solde au 30 juin 2008</b>	Solde au 30 juin 2007	Solde au 31 décembre 2007
<b>Compte de résultat</b>			
Intérêts et produits assimilés <sup>1</sup>	<b>257</b>	93	301
Intérêts et charges assimilées <sup>1</sup>	<b>526</b>	250	737
Commissions (produits)	<b>78</b>	9	145
Commissions (charges)	<b>76</b>	57	117
Résultat net de cession des investissements financiers	<b>-</b>	60	60
Autres produits d'exploitation	<b>1</b>	1	2
Dividendes reçus	<b>-</b>	-	0
Frais généraux et administratifs	<b>23</b>	25	40

<sup>1</sup> Y compris intérêts sur portefeuille de transaction (actif et passif), pour 80 millions EUR en juin 2008 (115 millions EUR en décembre 2007).

### 17 Litiges

Au 30 juin 2008, il n'existe pas de litige ou d'arbitrage susceptible d'avoir une incidence sensible sur la situation financière de HSBC France, son activité, son résultat, et le cas échéant sur le groupe HSBC France.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008 (suite)

### 18 Événements post clôture

Le 2 juillet 2008, le groupe HSBC France a finalisé la vente de sept filiales bancaires régionales françaises à la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP) pour 2,1 milliards EUR, après une annonce par la Direction le 29 février et la signature d'un accord de vente le 26 mai. La plus value nette estimée du groupe est de l'ordre de 1,5 milliards EUR qui sera reconnu sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2008. Au 30 juin, les actifs attribuables aux filiales bancaires régionales françaises sont de 6,5 milliards EUR et leur résultat courant avant impôt du 1<sup>er</sup> semestre est de 62 millions EUR.

### 19 Liste des sociétés consolidées

Le tableau ci-dessous indique les changements intervenus au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008 sur le périmètre publié dans les états financiers du document de référence 2007.

<i>Sociétés consolidées</i>	<i>Pays</i>	<i>Méthode de consolidation (*)</i>	<i>Activité principale</i>	Part du capital détenue par le groupe HSBC France	
				<b>30 juin 2008</b>	31 décembre 2007
<b>Entrées du périmètre :</b>					
HSBC Dynamic Cash	France	IG	Société financière	55,74%	-
HSBC Eotop	France	IG	Société financière	78,80%	-
Sinopia global equities	France	IG	Société financière	57,90%	-
<b>Cessions :</b>					
Moderato 85	France	IG	Société financière	-	70,00%
Moderato 95	France	IG	Société financière	-	89,00%
SGF Allegro	France	IG	Société financière	-	91,00%
HSBC Horizon 2007	France	IG	Société financière	-	81,00%
Vernet Rendement 22	France	IG	Société financière	-	100,00%
Vernet Rendement 37	France	IG	Société financière	-	100,00%
<b>Liquidations :</b>					
HSBC Paris Immo Buro (SCPI)	France	IG	Sté Immobilière	-	100,00%
SCI Triangle d'Or	France	IG	Sté Immobilière	-	100,00%
Société Immobilière Provence Côte d'Azur	France	IG	Sté immobilière	-	100,00%
SNC Neuilly l'écrin	France	IG	Sté immobilière	-	100,00%
<b>Déconsolidations :</b>					
Moabi	France	IG	Société financière	-	100,00%
SNCB/M6 - 2008 A (ex Losange Immobilier)	France	IG	Société financière	-	100,00%
<b>Changements de dénomination :</b>					
HSBC Covered Bonds (France) (ex Hervet Participations)	France	IG	Sté de portefeuille	99,80%	99,80%
HSBC Global Asset Management FCP (France) (ex HSBC Investments FCP (France))	France	IG	Société financière	100,00%	100,00%
HSBC Global Asset Management (France) (ex HSBC Investments (France))	France	IG	Société de gestion	100,00%	100,00%
SNCB/M6 - 2008 A (ex Losange Immobilier)	France	IG	Société financière	-	100,00%

\* IG : Intégration Globale.

**Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2008** (suite)**3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2008**

*Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008*

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application des articles L.232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société HSBC France S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I – Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**II – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 28 août 2008

Paris, le 28 août 2008

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Léger & associés

Fabrice Odent  
*Associé*

Michel Léger  
*Associé*

## Evénements récents

### Événements postérieurs au dépôt du Document de Référence

- **Extrait du communiqué de presse du 27 juin 2008 : HSBC France, Développement 2010**<sup>1</sup>

Dans le prolongement de l'annonce de la décision de céder au groupe Banque Populaire ses sept banques régionales, HSBC France réaffirme son engagement de développement de sa banque de détail en France en présentant aujourd'hui son plan « Développement 2010 ».

Ce projet, inscrit dans la continuité du plan stratégique présenté début 2005, décline la stratégie du Groupe HSBC dans les pays matures consistant à se concentrer sur les segments de clientèle stratégique cible à forte connectivité internationale.

Grâce à des investissements financiers et humains très importants, et à l'adoption de nouveaux principes d'organisation, HSBC France va accroître ses capacités bancaires et technologiques, accélérer sa croissance et améliorer sa performance. L'action conjuguée de la mise en œuvre de ce plan et des investissements qui y sont liés devrait permettre à la banque de détail en France de rejoindre les standards du Groupe, avec en termes de performances financières, un ROE se situant entre 15% et 19% sur le cycle.

Les activités de Banque de financement et de marchés, de Gestion d'actifs, d'Assurance et de Banque privée du Groupe HSBC en France ont d'ores et déjà montré l'efficacité de la stratégie du Groupe, notamment à travers la progression de leurs résultats depuis la mise en œuvre du plan stratégique présenté début 2005.

En banque de détail, HSBC France connaît une forte dynamique commerciale qui s'est traduite en 2007 par une accélération de conquête de clientèle sur les cibles stratégiques (croissance nette de la base de clients en 2007 avec +4,4% pour les particuliers et +6% pour les entreprises).

Avec une marque dont la notoriété n'a cessé de croître depuis son déploiement en novembre 2005, et grâce au succès de la bascule de son système informatique sur la plate-forme du Groupe en octobre 2007, HSBC France va d'ici à 2010 pouvoir capitaliser sur la spécificité de banque internationale de premier plan, et tirer avantage de la solidité financière du Groupe pour augmenter sa part de marché sur ses segments et régions cibles.

Les nouveaux principes d'organisation consisteront pour l'essentiel à :

- spécialiser sa distribution pour accroître l'expertise et améliorer encore le service aux clients. Ceci se traduira par la création de points de vente dédiés aux segments de clients stratégiques :
  - 10 Centres d'Affaires Corporate dédiés aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions EUR,
  - 50 Centres d'Affaires Entreprises pour les PME,
  - 30 Centres HSBC Premier et 70 espaces HSBC Premier dédiés dans les agences.
 Au total, ce sont 430 points de vente qui seront répartis sur 350 sites.
- mettre en place une structure de management de la banque de détail par ligne de clientèle : « ligne entreprises » et « ligne particuliers » afin de rapprocher les structures de management du terrain ;
- développer une offre « directe » de produits et services bancaires et financiers ;
- alléger les fonctions supports et administratives sachant que la mise en œuvre se fera sans départ contraint.

<sup>1</sup> Cette présentation peut contenir certaines déclarations prospectives relatives à la situation financière, aux résultats des opérations et à l'activité du Groupe HSBC. Ces déclarations prospectives expriment des objectifs du Groupe et sont sujettes à des risques connus et inconnus et à des incertitudes en raisons desquels les résultats, performances et événements réels peuvent différer sensiblement de ceux qui sont mentionnés ou sous-entendus dans ces déclarations.

## Evénements récents (suite)

En termes d'investissements ce sont 350 millions EUR, qui seront consacrés aux systèmes informatiques intégrés, au développement significatif des canaux alternatifs, à la rénovation et à la spécialisation du réseau de points de vente, et à l'accroissement de l'expertise des forces de vente.

La mise en œuvre de ce projet présenté au Comité Central d'Entreprise le 27 juin 2008 est conditionnée aux consultations sociales.

### Événements postérieurs au 30 juin 2008

De nouveaux produits et services sont régulièrement proposés aux clients du Groupe HSBC en France. Des informations sont disponibles sur les sites internet du groupe, notamment à travers les communiqués de presse accessibles via le site internet [www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr).

Il n'existe aucun changement significatif ou détérioration significative de la situation financière ni des perspectives de HSBC France ou de ses filiales survenu depuis le 30 juin 2008, date des derniers états financiers vérifiés et publiés.

Les principaux événements postérieurs au 30 juin 2008 sont les suivants :

- **Le groupe HSBC et la Banque Fédérale des Banques Populaires finalisent la vente du réseau des sept Banques Régionales HSBC France (extrait du communiqué de presse du 2 juillet 2008)**

HSBC France et la Banque Fédérale des Banques Populaires ont finalisé le 2 juillet 2008 la vente au groupe Banque Populaire des sept banques régionales d'HSBC.

Ces banques sont : la Société Marseillaise de Crédit, la Banque de Savoie, la Banque Chaix, la Banque Marze, la Banque Dupuy, de Parseval, la Banque Pelletier et le Crédit Commercial du Sud Ouest.

Rappelons que HSBC France et le Groupe Banque Populaire sont entrés en négociations exclusives le 29 février dernier, après que HSBC France a reçu de la Banque Fédérale des Banques Populaires une offre ferme de rachat pour 2 100 millions EUR portant sur les sept banques régionales.

Cette opération permet à HSBC France de mettre en oeuvre la stratégie du Groupe HSBC en banque de détail, qui consiste à privilégier les marchés émergents et, sur les marchés matures, les activités susceptibles de bénéficier de la connectivité mondiale du réseau unique réparti sur 84 pays et territoires.

### A propos des Banques Régionales au sein du Groupe Banque Populaire

#### Un développement dans le respect des marques

Ce projet industriel est fondé sur le respect de l'identité et des marques des sept Banques Régionales en s'inscrivant dans le modèle décentralisé du Groupe Banque Populaire.

Les dirigeants et les collaborateurs des Banques Populaires Régionales et des sept Banques Régionales coopèrent activement à la réussite de ce projet.

Avec 2 950 collaborateurs au service de 425 000 clients particuliers et 62 000 clients professionnels à travers un réseau de 400 agences, les Banques Régionales pourront accélérer leur développement avec les produits, services et l'organisation du Groupe Banque Populaire.

## Evénements récents (suite)

En 2007<sup>1</sup>, les Banques Régionales ont généré un produit net bancaire de 440 millions EUR et un résultat net de 100 millions EUR. Au 31 décembre 2007<sup>1</sup>, leurs capitaux propres s'élevaient à 564 millions EUR, pour un total de bilan de 8 380 millions EUR.

### Un montage financier qui confirme l'ancrage régional

Les banques régionales sont acquises par la Banque Fédérale des Banques Populaires. Celle-ci restera actionnaire à 100% de la Société Marseillaise de Crédit.

Rapidement, la Banque Fédérale des Banques Populaires rétrocèdera 51 % des six autres banques aux Banques Populaires de rattachement : Banque Populaire Provençale et Corse pour la Banque Chaix, Banque Populaire du Sud-Ouest pour le Crédit Commercial du Sud-Ouest et la Banque Pelletier, Banque Populaire des Alpes pour la Banque de Savoie, Banque Populaire du Sud pour la Banque Dupuy, de Parseval et la Banque Marze.

- **HSBC France réunit l'ensemble de ses banques de réseau sous la même entité juridique : HSBC France (Communiqué de presse du 31 juillet 2008)**

Le 31 juillet 2008, HSBC France a procédé à des fusions absorptions avec quatre de ses filiales : HSBC Hervet, HSBC de Baecque Beau, HSBC UBP et HSBC Picardie pour former une seule entité juridique : HSBC France.

Ces opérations de fusions s'inscrivent dans la continuité du plan stratégique de HSBC France. Elles interviennent après l'adoption en novembre 2005 de la marque commerciale « HSBC » par ces cinq banques.

Elles constituent une nouvelle étape dans l'intégration de la banque de détail au sein du Groupe HSBC en France. Elles seront prolongées par une dernière étape qui portera sur le processus de migration vers le système informatique bancaire du Groupe HSBC, HUB (HSBC Universal Banking).

Ces opérations permettent notamment à HSBC France de renforcer son efficacité opérationnelle et commerciale et de simplifier son organisation. Elles ont reçu l'agrément du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (CECEI) le 8 juillet 2008 et ont été approuvées par des Assemblées Générales tenues le 31 juillet 2008.

- **Nomination d'un nouvel Administrateur**

L'Assemblée Générale de HSBC France réunie le 31 juillet 2008 a décidé la nomination de Madame Brigitte Taittinger en tant qu'Administrateur de HSBC France, pour une durée de quatre ans.

La composition du Conseil d'Administration est donc la suivante :

Charles-Henri Filippi,	Président du Conseil d'Administration
Peter Boyles,	Administrateur Directeur Général
Christophe de Backer,	Administrateur Directeur Général Délégué
Gilles Denoyel,	Administrateur Directeur Général Délégué
Jean Beunardeau	Administrateur
Evelyne Cesari,	Administrateur élue par les salariés
Paul Dubrule,	Administrateur

<sup>1</sup> *Éléments financiers agrégés 2007, normes IFRS. Avant ajustement pour la cession de neuf agences de la Société Marseillaise de Crédit à HSBC France.*

**Evénements récents** (suite)

Michel Gauduffe,	Administrateur élu par les salariés
Stephen Green,	Administrateur
Philippe Houzé,	Administrateur
Igor Landau,	Administrateur
Philippe Pontet,	Administrateur
Philippe Purdy,	Administrateur élu par les salariés
Marcel Roulet,	Administrateur
Joyce Semelin,	Administrateur élue par les salariés
Peter Sawyer,	Administrateur
Brigitte Taittinger,	Administrateur.

- **Projet de réduction de capital de HSBC France**

Un projet de réduction du capital de HSBC France sera soumis en Assemblée Générale Extraordinaire le 16 septembre 2008. Cette réduction de capital serait réalisée pour un montant maximum de 43.750.000 EUR par voie de rachat d'actions appartenant aux actionnaires, en vue de leur annulation. Le prix de rachat serait fixé à 160 EUR par action de 5 EUR de nominal. L'opération de réduction de capital serait ensuite décidée par le Conseil d'Administration dans un délai maximum de six mois.

- **Lancement d'un programme d'obligations sécurisées**

Afin de diversifier ses sources de refinancement à moyen et long terme dans un environnement incertain sur les marchés des capitaux, HSBC France a souhaité mettre en place un programme d'émission d'obligations sécurisées permettant d'optimiser les conditions d'un refinancement de certaines créances de prêts à l'habitat. HSBC Covered Bonds (France), filiale à 100% de HSBC France, a reçu l'agrément du Comité des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement et a pour objet exclusif le refinancement des activités d'octroi de prêts à l'habitat de HSBC France, par voie d'émission d'obligations type "*covered bonds*", structuré sous la forme d'un programme EMTN moyen/long terme.

## **Responsable du document de référence et des compléments d'informations et Responsables du contrôle des comptes**

---

### **Responsable du document de référence et des compléments d'informations**

- Nom du responsable  
M. Peter Boyles, Directeur Général

- Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de cette actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans cette actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 45, qui ne contient ni observations ni réserves.

A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 28 août 2008

Le Directeur Général, Peter Boyles

## Responsable du document de référence et des compléments d'informations et Responsables du contrôle des comptes (suite)

### Responsables du contrôle des comptes

Titulaires	Date de première nomination	Date de renouvellement du mandat	Date d'expiration du mandat
KPMG <sup>1</sup> Représenté par M. Fabrice Odent 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	2001	2006	2012
Léger & associés <sup>2</sup> Représenté par M. Michel Léger 52, rue La Boétie 75008 Paris	2007	-	2012
<b>Suppléants</b>			
M. Gérard Gaultry <sup>1</sup> 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	2001	2006	2012
M. François Allain <sup>1</sup> 2, rue Hélène Boucher 78286 Guyancourt Cedex	2007	-	2012

*1 Membre de la Compagnie régionale des Commissaire aux comptes de Versailles.*

*2 Membre de la Compagnie régionale des Commissaire aux comptes de Paris.*

## Table de concordance et de référence

La table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe XI) pris en application de la Directive dite « Prospectus » ainsi qu'aux pages du document de référence D.08-0300 que le présent document actualise.

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	Pages du document de référence déposé auprès de l'AMF le 25 avril 2008 sous le n° D.08-0300	Pages du présent document d'actualisation
1. Personnes responsables	184	50
2. Contrôleurs légaux des comptes	184	51
3. Facteurs de risques	51-56, 123-138	19-36
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1. Histoire et évolution de la société	169	-
5. Aperçu des activités		
5.1. Principales activités	2-7	3-7
5.2. Principaux marchés	2-7	3-7
6. Organigramme		
6.1. Description sommaire du groupe	couverture int., 2-7, 148-159	-
6.2. Dépendance de l'émetteur vis-à-vis d'autre entités du groupe	-	-
7. Informations sur les tendances	182-183	47
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
9.1. Organes d'administration et de direction	8-17	48-49
9.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	18	-
10. Principaux actionnaires		
10.1. Contrôle de l'émetteur	22, 172	-
10.2. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle	-	-
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1. Informations financières historiques	57	-
11.2. États financiers	58-142, 144-153	-
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles	143, 144	-
11.4. Date des dernières informations financières	58	-
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	-	8-44
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	53	43
11.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	182	47
12. Contrats importants	169	-
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
14. Documents accessibles au public	167	53

## Table de concordance et de référence (suite)

---

La présente actualisation du document de référence comprend le rapport financier semestriel :

- Attestation du responsable page 50
- Rapport de gestion pages 3-7
- Comptes consolidés pages 8-44
- Rapport des auditeurs page 45

Les éléments suivants sont inclus par référence :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, présentés aux pages 58 à 142 et 143 du document de référence n° D.08-0300 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 avril 2008.

Les chapitres des documents de référence non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit de la présente actualisation.

Ces documents sont disponibles sur le site [www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr) et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le groupe HSBC France peut, sans engagement, demander les documents par courrier :

HSBC France  
103 avenue des Champs Élysées  
75419 Paris Cedex 08.